

## IX é CAHIER DE SOUVENIRS : DE 1923 A 1930

### LE SENAT ET LA DECADENCE

Epitaphe pour mes mémoires : « *Le don de faire apparaître le passé est aussi étonnant et bien meilleur que le don de voir l'avenir* ».

Anatole France (*Le livre de mon ami*).

#### En 1923

Bloc national ! Je serais bien curieux de savoir ce que les historiens de l'avenir diront de cette législature qui a suivi la guerre. Moi, j'ai la conviction que nous avons vécu une des plus grandes périodes de l'histoire. Avoir senti battre son cœur de père durant toute la bataille de la Marne qui nous tint quatre semaines dans l'angoisse, cette bataille qui n'a aucun équivalent dans l'histoire, non pas même Marathon, pas même Poitiers ! La France a failli disparaître noyée ! Et aujourd'hui encore, mon cœur se serre lorsque je vois des écrivains français discuter la question des responsabilités de la horde germanique, parler des fatalités historiques ! Ah ! Cochons ! Salauds ! Misérables ! Est-ce vous qui la ferez l'Histoire ? J'ai peu confiance dans la science historique, je partage souvent les doutes de de Thou, de Sainte-Beuve, d'Anatole France ! Que de légendes sont devenues de l'histoire classique ! Mais, là nous avons touché du doigt la vérité. Nous avons vu un peuple français dans lequel il n'y avait même pas un général, pas un sous-lieutenant qui désirât la guerre à la veille d'être écrasé par un autre peuple qui n'avait aucun autre motif de combattre que l'avidité de la richesse ! J'ai fait partie de ce gouvernement qui, pour prouver sa volonté de paix, a, au seuil d'une bataille où son pays pouvait disparaître, exigé de son armée un recul de dix kilomètres !

Et cela pour faire plaisir à un misérable qu'on honore, auquel on élève des statues, à un bohème génial et absurde, gonflé de vanité, amoureux d'applaudissements, à Jean Jaurès ! Si Jean Jaurès n'avait pas été assassiné, quand je considère sa germanophilie, son absence de sens critique, son aveuglement imbécile, son influence, j'ai la conviction que la France aurait été fichue ! Nous avons été sauvés parce que Jaurès est mort et que Clemenceau est demeuré vivant ! Ce que j'écris là n'est pas inutile au moment où je m'efforce de résumer l'œuvre de résurrection et de réparation entreprise par la Chambre de 1919.

J'ai vécu avec ces gens-là. Oui, ils étaient en majorité catholiques et conservateurs. Réactionnaires, non, non et non ! Il y avait parmi eux beaucoup d'anciens combattants, beaucoup aussi de braves gens convaincus justement que le parti radical, par son pacifisme idiot, avait impréparé la guerre ! La majorité des nouveaux venus se méfiait avec raison des anciens. La plupart n'avaient pas d'expérience de la politique des couloirs, ils cherchaient leur voie. Mais quelle bonne volonté !

Des cléricaux ! Allons donc ! Ils avaient la coquetterie de vouloir paraître d'esprit laïque. En 1921, un député royaliste du midi, Guibal, propose cette chose si simple, de subventionner les écoles libres (ce qui est admis dans tous les pays du monde). Par peur de

froisser les francs-maçons, presque tous les catholiques de la Chambre votèrent contre l'amendement Guibal qui réunit seulement 135 voix ! Et l'on a accusé ces braves gens de sectarisme religieux !

La majorité du Bloc national avait trouvé une situation atroce, terrible, désespérée. Neuf départements ruinés ! Les allemands, pour ne pas payer, se déclarent en faillite ! Ils commettent la plus grande escroquerie des temps historiques : ils réduisent leur mark à zéro ! Et nous avons neuf départements saccagés ! Depuis le 11 novembre 1918, date de l'armistice, tout le monde avait crié : « *L'Allemagne paiera !* ». Les Français avaient cru que la victoire les soulagerait ! Immense désillusion ! Il a fallu voter des impôts écrasants pour satisfaire à la solidarité, à la justice, pour reconstruire les pays envahis. Le 30 juin 1920, nous votons dix milliards d'impôts !

Alors, les misérables candidats radicaux et socialistes qui avaient échoué aux élections du 16 novembre 1919, parcoururent villes et campagnes et ils excitèrent les électeurs contre les élus ! Ah ! Les saligauds ! Ah ! Les apaches ! Caillaux sorti de prison les excite. Il tient les fils du cartel. Qu'est-ce que ce cartel ? L'union impie, criminelle, des radicaux vaincus et des révolutionnaires dans le but de reconquérir, par tous les moyens, le pouvoir lors des élections de 1924.

Quelle pitié ! Périss, France, périss ! Vienne la révolution sanglante ! Qu'est-ce que cela fait ? Nous allons calomnier, couvrir de boue les hommes de devoir, les traiter de réactionnaires, de chouans ! Qu'important les ruines ! Nous voulons gouverner par la clique, pour la clique, avec la clique ! Caillaux, Herriot, Daladier, Léon Blum, Renaudel. Dans la Sarthe, Montigny, Heuzé le gueulard, Barbin le poivrot, Breteau le haineux, Gigon, le froid ambitieux rancunier, vont s'atteler à cette besogne ! N'oublions pas d'Estournelles ! Il est si facile de démontrer au peuple qu'il est une victime !

Ah ! Triste année 1923 ! En vain, Poincaré lutte, s'efforce de brider l'Allemagne, d'obtenir des paiements. Tout se dresse contre lui. Au dehors, les américains, les anglais, les italiens ! Au-dedans, des misérables n'ayant pour opinions que des appétits ! Jamais la démagogie n'a autant sévi. On se demande comment la France a pu résister à un pareil assaut ! Quand je songe à tout cela, après dix ans, j'ai encore envie de vomir ! Mais, je vais tout examiner impartialement ! Ah ! Je suis un personnage bien modeste, un homme de troisième plan, mais j'ai vu, j'ai entendu, j'ai été mêlé à tous ces événements. Je les ai notés jour par jour. Je ne suis que le plus humble des témoins, mais j'ai sacrifié ma carrière à la vérité ! Je mérite d'être écouté !

Pendant quatre ans, une majorité nettement conservatrice a, par patriotisme, pour éviter des conflits entre français, laissé les leviers de commande entre les mains des républicains de gauche. Les ministres de l'Intérieur, Pams, Steeg, Marraud, Maunoury, étaient des radicaux, des laïcs, voire des francs-maçons. L'animateur principal a été Poincaré.

Que dire de Poincaré ? Les écrivains étudieront sous toutes ses faces ce personnage moins considérable que Clemenceau mais dont le rôle a été prépondérant dans l'une des périodes les plus tourmentées de notre histoire. Je ne puis ici apporter qu'un témoignage bien

infime, mais j'ai abordé l'homme de près, j'ai été deux fois sous-ministre pendant son règne. J'ai eu occasion de m'entretenir souvent avec lui et avec sa charmante femme. Autant Caillaux était le type d'un sauteur, d'un homme léger, autant Poincaré se donnait l'attitude hautaine d'un Challemel-Lacour et d'un Waldeck-Rousseau. Clemenceau procédait par boutades ; Poincaré tournait sa langue sept fois dans sa bouche avant de parler. J'ai raconté sa psychologie oratoire dans mon volume *La Parole en public* et j'ai noté sa miraculeuse mémoire. Ses qualités de travail, d'intelligence, de pondération étaient de premier ordre. Il était méfiant et pas très sûr dans ses amitiés. Le proverbe lorrain « Traître à Dieu et à son prochain » eut été trop sévère pour lui, mais il n'était pas doué d'une sincérité excessive. Opposé de caractère à Clemenceau, il avait une tendance machiavélique à ménager ses ennemis, à les flatter ! Des hommes de gauche aussi brouillons qu'Augagneur et Malvy ont eu sur lui une grosse influence. Son attitude dans l'affaire Malvy a été difficilement expliquée par ses meilleurs amis. Il avait été suffisamment renseigné en 1915 pour savoir quel désordre régnait au ministère de l'intérieur. Il n'a pas réagi.

Malvy marchait d'accord avec lui en ce qui touche la politique intérieure. Quand Malvy a été débarqué sans mitaines, Poincaré n'a pas protesté, il s'est incliné devant le fait accompli. Impassible, il a laissé condamner Malvy par la Haute Cour. Certes, il était attaché par sa grandeur au rivage et c'est par pur patriotisme qu'il avait confié à Clemenceau - qu'il détestait - la présidence du Conseil. Il n'a sans doute pas voulu heurter alors le Tigre dont la maussaderie était notoire. Il a subordonné ses sympathies à l'intérêt général. Mais, tout de même, le pauvre Malvy a été condamné pour forfaiture et exilé. Pendant le Bloc national, Poincaré déclara, à l'effarement de tous, qu'il considérait Malvy comme innocent. C'est un des plus tristes paradoxes parlementaires qu'il m'ait été donné d'enregistrer ! Car j'ai conservé pour Raymond Poincaré de l'estime, du respect et de l'admiration.

J'ai passé quelques jours en sa compagnie pendant le congrès des pêches maritimes que je présidai à Boulogne-sur-Mer, en septembre 1923. J'étais encore député et cette manifestation fut le dernier rayonnement de ma carrière. M. et M<sup>me</sup> Poincaré se montrèrent fort aimables pour ma femme qui m'accompagnait. Ils étaient les hôtes de M. Roger Farjon, sénateur et maire de Boulogne. Je fus particulièrement heureux dans mes allocutions et très applaudi. Le temps était splendide et nous fîmes des excursions charmantes. Poincaré se montra particulièrement affable. J'ai déjà dit, je crois, qu'il me fit donner des subventions assez importantes pour soutenir, contre Caillaux, *Le Courrier de la Sarthe*. Le pauvre Alfred Chevalet, mon imprimeur, n'a pu survivre que grâce à ces subsides. *Le Courrier* m'a aidé, ainsi qu'on le verra, à prolonger pendant trois années ma carrière politique, à la grande fureur de l'immonde Caillaux.

Poincaré était encore extrêmement vert et actif. Personne ne soupçonnait le mal qui devait (est-ce provisoirement ?) l'arracher au gouvernement. Il souffrait déjà beaucoup, comme jadis Clemenceau, de la prostate. On dit que c'est le mal qui atteint plus particulièrement les hommes qui ont trop aimé les femmes. Jamais son talent n'a brillé d'un plus vif éclat. Sa politique extérieure avait rompu avec celle d'Aristide Briand. La majorité de la Chambre avait reproché à Briand sa diplomatie trop aimable à l'égard de l'Allemagne. On

sait que Millerand, président de la république, d'accord avec Poincaré, avait fait rappeler de Cannes le trop pacifique député de la Loire inférieure parce qu'on le trouvait trop faible.

Au demeurant, Briand était demeuré un bon serviteur de son pays. Il avait compris que la France militariste et impérialiste serait un objet d'horreur pour les autres nations, jalouses de sa victoire. Briand s'est conduit comme ces chinois qui, lorsqu'on les félicite sur le succès de leurs enfants, répondent: « *Ne parlons pas de ces petites cochons !* ». La France était tellement auréolée qu'elle n'avait jamais compté plus d'envieux. Nos propres alliés anglais et américains souffraient dans leur orgueil. C'était un chef français, Foch, qui avait eu le bénéfice de la victoire. On ne nous le pardonnait pas. Briand a voulu, non sans habileté, nous effacer, diminuer notre rôle, faire croire que nous ne voulions pas écraser les vaincus. Nos nationalistes lui reprochaient aigrement son attitude. L'opinion publique était partagée. D'une part, on redoutait l'hypocrisie germanique; on sentait que les allemands préparaient déjà leur revanche. Les anciens combattants surtout, souffraient cruellement de ce qu'ils appelaient « *la veulerie de Briand* ».

Je n'ai jamais connu d'homme aussi fin que Briand. Il sentait que la France était lasse de sa victoire, que l'esprit public se gâchait, que l'internationalisme faisait des progrès, qu'on redoutait une nouvelle guerre. Il a voulu incarner en sa personne toutes les aspirations vers la paix.

Poincaré, parce que lorrain, Millerand parce que très national, n'aimaient pas Briand. Ils se faisaient les champions de l'opinion nationaliste; ils puisaient dans ce rôle une popularité, mais une popularité de droite. Poincaré, pendant longtemps, a maintenu la balance égale entre le briandisme et le millerandisme. L'avenir dira qui avait raison. Dans tous les cas, le jeu de Briand l'a poussé au premier rang. Il est devenu un véritable arbitre. Il avait prévu la montée du flot pacifiste, germanophile et socialiste. Très aigri par son rappel de Cannes, il s'était tourné habilement vers l'extrême gauche et avait prévu les élections rouges de 1924. Ah ! Ce fut un habile manœuvrier !

Poincaré, en 1923, était encore dans l'ivresse du pouvoir reconquis. Il était le seul ancien président de la république qui fut redevenu président du conseil. En mettant la main au collet de l'Allemagne, il avait conquis l'âme de tous les Français patriotes et qui gémissaient sur les conséquences d'une mauvaise paix. La prise de gages dans la Ruhr avait été approuvée par l'immense majorité de la population. Mais les radicaux formulaient déjà des réserves et Herriot, qui avait d'abord versé dans le nationalisme, reculait avec son parti.

Les radicaux ont presque toujours été des tacticiens électoraux habiles. Ils crurent que, pour détenir tous les leviers de commande du pouvoir, il leur suffisait de s'allier aux socialistes. Honteux des résultats des élections de 1919, ils rêvaient une revanche par ce moyen dangereux. Leurs chefs étaient trop intelligents pour ne pas se rendre compte du péril de cette alliance avec les pires ennemis du régime, avec des hommes dont le programme était, comme aboutissement, le même que le programme marxiste.

J'ai suivi de très près (et pour cause) cette évolution des parties. Les radicaux français étaient les héritiers directs des libéraux de la restauration, des bourgeois républicains de 1848,

des opposants à l'Empire, des gambettistes de 1877. Malgré leur absence d'instruction, les électeurs avaient le sentiment vague qu'ils évoluaient vers un régime politique basé sur la science par opposition au régime théologique. Au fond, même pour les nombreux radicaux qui ignoraient jusqu'au nom d'Auguste Comte, la République, c'était une conception positiviste, un royaume sans Dieu. Il y a, comme cela, des idées de fond qui dirigent le mouvement des foules. C'est ce qui a provoqué le succès du parti radical quand il a fait prononcer la séparation de l'Eglise et de l'État. Les socialistes français, qui ont marché d'accord avec la franc-maçonnerie, se rapprochaient des radicaux sur ce terrain antireligieux, terrain qui n'a guère été cultivé avec succès qu'en France, au Mexique et au Brésil.

En effet, en Allemagne et surtout en Angleterre, les socialistes comptent dans leurs rangs une foule d'esprits religieux. Ils préconisent le collectivisme sans exclure les protestants et les catholiques. Nous avons vu le chef du Parti socialiste anglais, Mac Donald, invoquer le tout-puissant au début d'un banquet politique, ouvrir une réunion publique par une prière d'action de grâce !

En France, au contraire, le lien antireligieux était le seul capable d'unir fortement les bourgeois radicaux et les prolétaires socialistes. Nous avons entendu, dans des circonstances solennelles, les socialistes proclamer que la question religieuse leur était indifférente. Cette indifférence presque sympathique a permis à des hommes tels que Compère-Morel et Edouard Barthe de se faire élire avec des appoints catholiques. Mais, ce scepticisme n'existait qu'au bout des lèvres. La haine religieuse était latente. C'est sur elle que Léon Blum, Paul Painlevé, Renaudel, Herriot, Daladier et Caillaux basaient un accord en vue des élections de mai 1924.

En vain, je m'étais efforcé dans la Sarthe de faire aboutir une politique de transaction avec les droitiers. Caillaux, d'Estournelles, Montigny n'eurent pas de mal à me terrasser en réveillant les vieux sentiments d'envie contre le châtelain, de mépris pour le curé qui dormaient dans l'âme paysanne.

À ce réveil d'anticléricalisme, on joignit un réveil d'antimilitarisme. Le paysan a horreur de deux hommes : le percepteur qui lui prend son argent, le sergent recruteur qui lui prend son fils unique ! Ces deux bas sentiments furent exploités par la coalition de gauche qui a pris, dans notre histoire, le nom de cartel. Le mot cartel impliquait, dans l'esprit des radicaux, l'idée d'une alliance toute provisoire dirigée contre la réaction dans laquelle on englobait non seulement toute l'ancienne droite mais aussi tous les républicains qui avaient suivi Clemenceau et Poincaré.

Léon Blum, qui de plus en plus a pris l'allure d'un chef, conduisit cette bataille avec une habileté infernale. J'ai beaucoup pratiqué cet homme que j'ai connu surtout quand il était chef de cabinet de Marcel Sembat. Sous les dehors d'un parisien lettré, antique théâtral, homme de salons, quasi-universitaire puisqu'ancien élève de primaire supérieure, Léon Blum, issu d'une vieille famille de bourgeoisie juive est demeuré en réalité un juif de ghetto. Il a toujours déguisé derrière un sourire aimable, le mépris qu'il a éprouvé à l'égard du chrétien, de l'occidental. Un seul jour, dans un moment de colère, je l'ai entendu crier : « *Je vous hais !* ». J'ai eu une impression terrible de la sauvagerie que recouvre chez ce bandit israélien

le vernis de la civilisation. Cela me rappelait l'atroce Raoul Rigaud (de la Commune) faisant fusiller des amis d'enfance en accompagnant son ordre d'une gouaillerie !

La race juive a ainsi des représentants qui poursuivent la vieille rancune des ghettos contre la race dominatrice ! Si les circonstances s'y prêtent, ce Blum finira dans le sang. Mais quel manœuvrier ! Quel sycophante habile !

—

C'est bien au cours de cette fâcheuse année 1923 que l'on a préparé la dissolution de ce Bloc national qui était indispensable à la résurrection économique du pays. Si le pays ne s'était pas sottement divisé, il est certain que la chute du franc aurait été amortie et nous n'aurions pas subi cette banqueroute des quatre cinquièmes qui a précipité en France la ruine des classes moyennes. Les mauvais bergers ont été choisis par le troupeau lui-même.

Quand je passai, à Boulogne, quelques jours en compagnie de Poincaré, ces préoccupations l'assiégeaient. Il me parla longuement des intrigues de Caillaux dont les socialistes faisaient un martyr, sans l'estimer, et uniquement par haine de Poincaré, de Clemenceau, des hommes qui l'avaient condamné. Néanmoins, le président du Conseil ne prévoyait pas sa chute. Il considérait alors la main mise sur la Ruhr comme une bonne opération et on doit reconnaître aujourd'hui (1930) que sans cette occupation, jamais le plan Darves n'aurait été accepté. Hier encore, le général Darves a confirmé cette appréciation. Les Allemands n'ont jamais connu que la force ! Poincaré m'engagea à former plus que jamais une alliance dans la Sarthe avec d'Aubigny dont il avait fait un sous-secrétaire d'état aux finances et il me promit son concours pécuniaire. Il ne croyait pas que le retour de Caillaux aux affaires fût si menaçant. Malgré sa profonde expérience de la politique, il ne pensait pas que le pays fut aussi oublieux et aussi lâche.

Je n'étais pas si optimiste que lui et au milieu des cérémonies de Boulogne, des acclamations et des flons-flons, je jetais un coup d'œil mélancolique sur l'avenir. Chassé du conseil général, je sentais mon prestige diminuer chaque jour. L'odieux Montigny s'écriait : « *Ajam ! Je l'ai maintenant dans ma poche !* ». Et c'était vrai ! La manœuvre réussissait ! Je suis confus d'insister ainsi sur ma modeste personne, de revenir sans cesse sur la psychologie de Caillaux. Mais c'est une figure qui sera étudiée par les historiens qui auront quelque peine à démêler la vérité au milieu de tous ces imbroglios. Je m'excuse donc d'apporter à chaque instant des retouches à mon tableau.

Depuis 1898, depuis sa rentrée dans la Sarthe, Caillaux m'avait voué une haine mortelle qui était tantôt ouverte, tantôt larvée. Il avait reconnu en moi l'adversaire le plus dangereux pour son ambition personnelle. La sympathie que j'inspirais alors m'indiquait comme le futur grand électeur du département à la place de Godefroy Cavaignac. Chose curieuse ! Mes adversaires appréciaient beaucoup plus mon intelligence que moi-même. Ils me jugeaient un ambitieux patient. En réalité, j'étais un timide. Jamais je n'ai osé me poser en rival de Caillaux. J'étais pauvre, je ne pouvais faire aucun de ces sacrifices d'argent qu'exige la politique, je ne pouvais recevoir à table ouverte, je n'avais pas confiance en moi, et je me sentais sourdement jaloué par mes camarades de jeunesse qui ne pouvaient pas me voir (sans

souffrir) gravir les échelons sociaux. J'étais le prophète en mon pays ! Caillaux, qui disposa rapidement du pouvoir et des préfets avait, dès 1900, mis tout en œuvre pour m'empêcher d'arriver. Je ne suis pas un lutteur, je n'ai pas le tempérament combatif. Je suis arrivé à me faire une situation politique par le travail et la douceur. On me considérait, dans la Sarthe, comme un sous-chef, une espèce de lieutenant de Caillaux. Quand, entraîné par mon patriotisme, voulant faire de la politique avec le simple bon sens, je me séparai de Caillaux, mes faux-amis ou ne comprirent pas, ou trouvèrent dans cette attitude une occasion de se séparer de moi et de m'abattre.

D'Estournelles de Constant me conservait de la rancune parce qu'il croyait (à tort) que je l'avais combattu aux élections sénatoriales. Montigny voulait ma place. Les mineurs, Breteau, Dalmagne et autres conseillers généraux me jalouaient féroceement. Gigon avait une vieille revanche à prendre ? Il ne pouvait que chercher le contre-pied de mon opinion. Tout cela grouillait, intriguait, papotait, travaillait, mettait toutes pierres en œuvre ! Et que d'arguments contre cet homme qui avait voté de lourds impôts, qui voulait une armée forte, qui se méfiait du pacifisme, qui banquetait avec... Les réactionnaires ! !

Je réfléchissais à tout cela et je voyais d'autres par mon journal *L'Exportateur français* sombré entre les mains d'un sinistre bandit, voleurs, faussaire, sadique, ivrogne ! On ne me payait plus mon traitement ! Je voyais autour de moi tout s'écroulait ! J'ai passé de triste quart d'heure et je me croyais perdu lorsque le sénateur Cordelet vint à mourir.

Cordelet ! Ah ! Que j'avais été injuste avec lui ! Quand Gambetta parlait d'une justice immanente, il traduisait en fait d'expérience. En réalité, c'est Jean Montigny qui a vengé Cordelet de tous les tracas que j'ai infligés à ce dernier en 1886 et 1887. J'avais alors été l'instrument de Bouttié et d'Albert Drouin. J'ai persécuté Louis Cordelet, qui était maire du Mans, de mes sarcasmes. Or, c'était le plus honnête homme qui fut au monde ! Il avait bien le caractère pointu, mais il avait rendu les plus grands services à la ville du Mans. J'épousai les querelles du clan Rubillard, du roublard qui ne valait certes pas Cordelet. J'ai fait depuis, il est vrai, amende honorable. J'ai reconnu les mérites de Cordelet, nous nous sommes réconciliés, mais la grande injustice que j'avais commise valait une punition que j'ai durement subie. Montigny m'a fait payer la dette que j'avais contractée vis-à-vis de Cavaignac et de Cordelet. Il a joué le même jeu. Ainsi va le monde ! Il est vrai que ni Cavaignac ni Cordelet ne m'avaient rendu service et que je n'étais pas coupable vis-à-vis d'eux d'ingratitude. Tandis que Montigny, je l'avais aimé et servi de mon mieux !

Cordelet avait fini par me considérer comme son successeur désigné. Il ne me faisait pas attendre son héritage puisque je n'avais jamais spéculé sur sa disparition (je comptais me présenter à la députation). Il mourut fin septembre 1923, juste à temps pour me permettre de briguer son mandat au début de janvier 1924, lors du renouvellement triennal. Comme le mandat des deux autres sénateurs, Lebert et d'Estournelles expirait qu'en 1927, cela devait être une élection partielle dans la Sarthe. Cette élection fut fixée en janvier.

En rentrant du congrès de Boulogne, je trouvais les affaires de l'exportateur beaucoup plus en mauvais état que je ne pouvais supposer et j'avais eu l'imprudence de garantir Vaudecrane au Crédit du Nord jusqu'à la somme de cinquante mille francs. J'eus de la peine à

faire lever cette caution enfin, grâce à Tronc, Vaudecrane il menait plus large vie que jamais. Je posai à Tronc un ultimatum. Ce dernier ne voulut à aucun prix débarquer Vaudecrane. Visiblement, il en avait peur. C'est alors que d'Ornano qui était secrétaire général du journal qui avait sourdement lié partie avec les frères Schreiber me proposa de me réconcilier avec les directeurs des échos et de chercher auprès de une situation plus sûre. J'eus une entrevue secrète avec Robert Schreiber ; nous déjeuner ensemble il fut convenu qu'après les élections sénatoriales, j'entrerais aux *Échos*, mon contrat avec *L'Exportateur* ayant expiré.

#### Campagne sénatoriale de 1924

Je commençais une rude campagne à la fin d'octobre 1923. Les comités de Caillaux m'avaient opposé comme concurrent le docteur Edouard Gigon, qui était un candidat fort dangereux. Mais, Gigon n'arrivait pas à se donner beaucoup de mal et, comme il était présenté par un congrès nombreux, il croyait que ma défaite était certaine. Les maires caillautistes s'étaient livrés à un pointage sérieux et accordaient à mon adversaire trente voix de majorité. Ce qui faisait ma force était que j'étais soutenu par le préfet Steck et que les municipalités avaient été élues au plein de la puissance du Bloc national. Le conseil municipal du Mans qui disposait de 25 délégués était entièrement sous l'influence de mon gendre Georges Bouvier qui y faisait la pluie et le beau temps.

Je commençais mes tournées individuelles sans trop d'appréhension et je fus presque partout admirablement reçu. Le paysan manceau n'aime pas à faire parade de ses opinions. Il est naturellement courtois et il n'est pas facile de savoir si vous êtes ami ou ennemi. Mais on pouvait néanmoins deviner que j'avais conservé un certain prestige auprès du corps électoral. Les radicaux ne pouvaient voir en moi un homme de droite et les droitiers m'étaient reconnaissants d'avoir toujours voté avec Clemenceau et Poincaré.

Ma campagne fut pénible mais intéressante. Je sentais qu'un vent favorable soufflait dans la voile de ma petite barque. Et, en effet, je fus élu avec une cinquantaine de voix de majorité. Caillaux brisa de rage l'appareil téléphonique à l'aide duquel il apprit cette fatale nouvelle ! Et la colère précipita le mal dont d'Estournelles devait mourir quelques mois plus tard. Ce succès prolongea ma vie parlementaire de trois années qui me parurent courtes.

#### A partir de 1924 : Le Cartel

Ma séparation d'avec *L'Exportateur français* se fit sans douleur. Au lendemain même de mon élection sénatoriale, j'entrai chez les frères Schreiber auxquels j'apportai environ deux cents clients nouveaux. Ils m'attribuèrent 1500 francs par mois de traitement fixe et un pourcentage sur les nouveaux abonnés et annonceurs que j'introduisis chez eux. Je me procurai ainsi environ 5000 francs par mois. Ma situation pécuniaire se trouva donc très améliorée et je pus supporter sans privation l'augmentation du prix de la vie. Mon loyer de 3000 francs par an se vit porter à tout près de 12.000 francs. Un vêtement que je payais, en 1914, 140 francs, monta au prix de 800 francs et encore, je ne m'adressais qu'à un tailleur de second ordre. Je payais chez un chausseur place de la Bourse une très belle paire de chaussures 38 francs en 1914. J'ai dû payer 150 francs une paire de chaussures non cousues.

Et tout à l'avenant ! Une côtelette de mouton qui s'obtenait pour 12 sous en 1914 dut être payée 4 francs 50 en 1925.

La France a été la grande victime de la guerre. L'Allemagne a payé en monnaie de singe; les alliés se sont conduits vis-à-vis de nous avec férocité ! Il ne m'appartient pas ici de raconter l'histoire de la dette américaine qui demeurait la honte des Etats-Unis, s'il y avait une pudeur internationale.

J'ai vu la France économe, travailleuse, rangée en somme, devenir une France immorale, échevelée, sans esprit d'épargne. L'horreur du lendemain faisait que chacun s'efforçait de vivre vite, en tirant de la vie tout ce qu'elle pouvait donner. Jamais les égoïsmes n'avaient été à ce point déchainés. La muflerie a coulé à pleins bords. Les dancings étaient bondés ; la jeunesse n'avait plus aucun respect ; la pornographie s'est étalée. En ce moment même, dans une voiture de métro, si une femme âgée ou enceinte cherche une place, aucun jeune homme ne se lève pour lui offrir la sienne !

Le début de l'année 1924 a été atroce. L'Union Nationale s'imposait aussi bien pour l'extérieur que pour l'intérieur. Poincaré avait fait tout son devoir en réunissant sous sa direction tous les partis d'ordre. Le Bloc national avait commis des fautes, certes, mais il avait reconstruit les régions libérées. Les impôts retraient, la trésorerie nationale était à l'aise. Sagement administrée par deux hommes supérieurs, Georges Robineau et Aupetit, la Banque de France était demeurée la forteresse du Crédit français.

Si la politique était restée nationale, si les partis s'étaient entendus, il était relativement facile d'empêcher une crise monétaire. Le franc, qui valait encore 70 francs pour une livre sterling, aurait pu se redresser doucement. Il ne serait pas tombé au-dessous de 12 sous. Mais, pour ce redressement, il fallait un gouvernement inspirant la confiance. Les socialistes étaient peu nombreux à la Chambre et les communistes effrayaient tellement la nation qu'ils rendaient le même service aux honnêtes gens que les ilotes ivres à Sparte.

Mais les radicaux, qui pourtant avaient des amis au pouvoir, entendaient reprendre leur prépondérance politique d'avant-guerre et cela à tout prix. Herriot, Daladier, Painlevé préparèrent l'alliance avec les socialistes. Briand qui était furieux de son aventure de Cannes et qui avait flairé le retournement se prononça pour cette coalition dans un discours fameux qu'il prononça à Carcassonne. Poincaré, enivré, ne voulait pas voir le danger. Il acceptait les voix de la droite, mais il laissait ses préfets administrer à gauche ! Pauvres préfets ! Ils n'étaient pas méchants ni révolutionnaires, mais, chaque jour, ils jouaient leur carrière. Ils se disaient : « *Si nous combattons les modérés, ils sont tellement veules et lâches que, revenus au pouvoir, ils nous pardonneront. Mais si la clique triomphe, nous serons révoqués. Alors, travaillons pour la clique !* ».

Poincaré fit mieux. Il changea son ministère au dernier moment et il débarqua ses meilleurs amis. Il voulait s'orienter à gauche ! Résultat : les élections du 11 mars 1924 furent un désastre pour les partis d'ordre.

—

Mon élection au Sénat avec l'appui net et évident des conservateurs avait achevé d'irriter contre ma personne les radicaux de la Sarthe. On me dénonçait comme un renégat. J'avais perdu toute autorité vis-à-vis de la gauche. Le conseil municipal du Mans, auquel je devais en grande partie mon élection, demeurait très divisé. La majorité d'union nationale se disputait les écharpes d'adjoints. On sentait monter le flot socialiste. Mon gendre Bouvier avait conservé quelque influence et il maintenait tant bien que mal l'alliance au milieu de beaucoup de difficultés. Le mécontentement grondait. Les commerçants se plaignaient de la lourdeur des impôts et surtout de la taxe sur le chiffre d'affaires qui les transformait en collecteurs du fisc. Tout craquait.

Les républicains de droite, d'Aubigny, Ernest Fouché et de Rougé, auraient pu me demander une action directe, exiger que je prisse la tête du mouvement électoral, car j'avais contracté une dette envers eux. Ils furent discrets et me demandèrent seulement de présider la première conférence électorale qui serait donnée par d'Aubigny à La Flèche au mois d'avril. On chercha difficilement trois candidats qui puissent être considérés comme venant de gauche. En réalité, on n'en trouva qu'un, Binault conseiller général de Loué et on lui adjoignit deux hommes forts honorables mais dont le passé n'offrait guère de garanties laïques, Louis Leloup, conseiller général de Fresnay-sur-Sarthe et Louis Pineau, conseiller général et maire de Château-du-Loir.

Pineau était autrefois un de mes fougueux adversaires dans l'arrondissement de Saint-Calais. Violent, actif, beau parleur, c'était une force, mais vraiment il était trop à droite et il compromettait notre liste plus qu'il ne l'aidait. Comme les élections se faisaient au scrutin proportionnel, je pensais qu'au pis-aller nous ferions passer deux députés, sans doute d'Aubigny et de Rougé, ce dernier étant fort sympathique. Le préfet était un brave homme, fonctionnaire sans influence, incapable de nous aider. Il faisait le moins de politique qu'il pouvait, mais, sa femme étant catholique fervente, il ne recevait guère que des conservateurs.

Le journal *La Sarthe* rédigé par un habile écrivain Fournier-Carville, demeuré bonapartiste, conservait à la liste l'appui des droitiers, mais ne pouvait qu'aliéner les républicains de gauche. Caillaux et Montigny accomplirent à la lettre le programme électoral qu'ils avaient tracé depuis 1919 : ils obtinrent aisément le concours des socialistes qui furent représentés sur la liste par Olivier Heuzé et Henri Martin, tous deux conseillers municipaux faisant partie au Mans de l'opposition.

La liste fut ainsi composée : Montigny, Dr Breteau, Dalmagne, Laîné, Heuzé, Barbin. J'ai déjà dit bien des fois ce que je pensais de Montigny, du docteur Breteau, de Heuzé et de Barbin. Je n'y reviendrai pas. J'ai montré dans Dalmagne un de mes amis d'enfance, jaloux, et gris, et désireux de faire oublier son mercantilisme de guerre. Le pharmacien Laîné n'était qu'un obscur comparse, un peu grotesque, mais qui cependant, borgne dans un royaume d'aveugles, avait fini par se faire une situation politique dans le deuxième canton du Mans. Il était en même temps riche, égoïste, hypocrite et socialisant. Quand je songe à la génération républicaine qui a précédé la nôtre et qui était si désintéressée, si animée de nobles passions, si généreuse... Je ne puis contempler sans écœurement la génération politique qui a suivi.

La réunion publique que je présidai à La Flèche fut houleuse. On me poursuivit d'anathèmes et de vociférations. Je fus copieusement traité de vendu. D'Aubigny, cependant, tint tête à Montigny avec beaucoup d'énergie et les résultats de la réunion nous permirent quelque optimisme. On sentait que, si notre liste avait été mieux composée, nous aurions pu lutter avec avantage. Mais, par la suite, les réunions tournèrent nettement contre mes amis. Les socialistes ont des troupes ardentes et qui ne craignent pas de se montrer. Les modérés soutiennent toujours les leurs... avec modération. Il faut bien le dire, les radicaux socialistes avaient tous les atouts électoraux dans leur jeu. Le 11 mai 1924 (date néfaste), les six républicains du cartel étaient tous élus à une majorité de 10.000 voix contre mes six amis. D'Aubigny, navré, disparaissait de la vie politique. Pineau donnait sa démission de maire et de conseiller général. Binault quittait la Sarthe ; Leloup abandonnait le conseil général... à Caillaux. Je restai seul à contempler ces ruines !

#### Après le 11 mai 1924

Poincaré fut atterré par les résultats de cette élection. Il avait cru qu'en s'orientant légèrement vers la gauche, il faciliterait l'élection de ses partisans. Presque tous furent bousculés ! Les radicaux-socialistes rentrèrent au nombre d'environ 180. Les socialistes étaient plus de 100 et les communistes avaient conquis 28 sièges ! Édouard Herriot et Léon Blum, enivrés de leurs victoires, s'embrassèrent sur une estrade.

Un des grands artisans de cette victoire avait été le nouveau journal *Le Quotidien* créé avec de l'argent fourni par Jean Hennessy, député de la Charente, jusque-là connu comme un des chefs du Parti bonapartiste et qui, converti au radicalisme, était devenu le bailleur de fonds du parti. Disons quelques mots de tous ces gens-là. Commençons, si vous le voulez bien, par *Le Quotidien* qui révéla un journaliste de grande puissance, Pierre Bertrand. Je n'en avais jamais entendu parler. C'est lui qui eut l'idée géniale de faire un journal exclusivement dévoué aux fonctionnaires. Ce fut d'abord une petite revue hebdomadaire, *Le Progrès civique*, dont l'animateur était un personnage peu recommandable, Henri Dumay, chassé par Dupuy du *Petit Parisien* pour cause de malversations. Ce Dumay connaissait à fond les mystères de la publicité qui est dans le rayon du chantage. Il s'associa avec Pierre Bertrand qui était un sincère, avec Alphonse Aulard et Albert Bayet qui étaient des sectaires.

J'ai écrit que l'idée de s'adresser aux fonctionnaires était géniale, car le nombre des employés d'État s'accroissait de jour en jour. Or, comme l'intérêt pécuniaire des fonctionnaires est directement opposé à celui de l'ensemble des contribuables qui les paient, comme le Bloc national avait défendu autant qu'il avait pu l'intérêt des contribuables, il était habile de démontrer aux fonctionnaires qu'ils avaient le plus grand intérêt à s'associer pour faire augmenter leurs traitements. Ainsi, *Le Quotidien* trouva dans chaque fonctionnaire (instituteurs, postiers, contrôleurs), un agent de propagande très dévoué. Les abonnements se multiplièrent. Le parti radical ayant adopté le journal pour organe officiel, *Le Quotidien* adjoignit à la clientèle corporative toute la clientèle d'un grand parti. *Le Quotidien* fut un immense succès ; on le trouvait partout. D'ailleurs, il était bien fait, Pierre Bertrand étant un journaliste de grande allure. Les radicaux devaient ainsi aboutir à une abominable dilapidation du budget, en faveur des fonctionnaires. Les instituteurs se trouvèrent si bien partagés que,

dans un seul canton, celui de Montfort-les-Rotrou, sur 14 directeurs d'écoles, il y en eut sept qui possédaient leur automobile ! Que de chemin parcouru depuis le temps où ils étaient bedeaux et sonneurs de cloches !

Jean Hennessy, que je connaissais depuis longtemps et contre lequel j'avais jadis soutenu la candidature républicaine de Géo Gérald (un collègue qui a mal tourné !) gagnait, comme fabricant de cognac, à peu près trois millions-or par an. Il avait d'abord épousé une fille du comte de Mun dont il eut des enfants. Mais il faisait une telle noce que sa femme dut divorcer. Jean Hennessy s'était acoquiné avec une actrice de la Comédie-Française qui, comme la plupart de ces dames, avait beaucoup roulé, Constance Maille. Elle était bonne actrice mais peu intelligente. On citait d'elle des mots cocasses. Ainsi : « *Je vais aller aux eaux de Salycilate-de-Béarn* », « *Il faut qu'une maîtresse de maison ait l'œil du maître dans un gant de velours* », etc. Jean Hennessy devint fou de cette femme ; il était lui-même plus ambitieux qu'intelligent et, au scandale de sa famille, à l'indignation de son frère James Hennessy, il l'épousa. Ce fut un événement bien parisien ! Cela confirma Jean comme « homme de gauche ». Il s'inscrivit au groupe républicain-socialiste, singulier groupe qui comprit longtemps des gens tels que Painlevé, Maurice Viollette et... César Chabrun, catholique pratiquant, ex professeur de l'enseignement congréganiste.

La victoire du 11 mai fut, pour les radicaux et les socialistes, un véritable enivrement. Jamais, on ne vit pareille curée. *Le Quotidien*, qui fut soutenu largement par les fonds secrets des Affaires étrangères, écrivit cyniquement : « *A nous toutes les places !* ». Successivement, Jean Hennessy, auquel on n'osa pas donner un portefeuille, fut nommé ambassadeur à Berne, René Besnard ambassadeur à Rome, Théodore Steeg (qui avait trahi Millerand à temps) gouverneur général de l'Algérie, puis résidant au Maroc, Maurice Viollette gouverneur de l'Algérie, Varenne, gouverneur de l'Indochine, Boncour, délégué à la Société des nations, Albert Thomas (800.000 francs de traitement) secrétaire du Bureau international du travail, etc.

Seulement, si Boncour et Thomas acceptèrent des abbayes, le parti socialiste eut l'habileté de ne pas accepter une participation au pouvoir. Il en eut tous les avantages sans en épouser des responsabilités. Les radicaux enivrés, repus, ne voulurent pas, ne purent pas prévoir les conséquences de cette infernale habileté de Blum. J'ai déjà tenté la psychologie de ce rabbin laïque. Il résume en lui tout le génie discuteur, analyste, coupeur de fils de sa race ! Quand Herriot l'embrassa avec des larmes dans les yeux, ses paupières à lui demeurèrent fort sèches. Herriot a cru qu'il était serré sur son cœur, mais cette poitrine étriquée était vide de l'organe où nous longions le sentiment. Nous verrons ce que donnera plus tard l'infernal calcul de Blum, mais si cela ne le conduisait pas au pouvoir, j'en serais fort étonné. C'est un ambitieux à froid, un élève de Machiavel. Il est de ceux qui, comme Bebel, croient que le radicalisme n'est qu'une halte entre le capitalisme et la révolution. Il entend se servir des radicaux comme de marches d'escalier. Au demeurant, il les méprise. Il considère Herriot comme un pleurard sans caractère, Daladier comme une brute, Chautemps comme un sauteur, Steeg comme un ambitieux médiocre, Caillaux comme un dégénéré non supérieur.

Sa politique de soutien telle qu'il l'a pratiquée de 1924 à 1926 a été admirablement conduite. C'est que le parti socialiste avait à compter avec les communistes qui avaient réuni un million de voix et qui pénétraient dans la Chambre au nombre d'une trentaine !

### Chute de Millerand

Mais le scandale historique qui marqua le début du cartel, ce fut la mise à la porte d'Alexandre Millerand, président de la République. Nous eûmes l'aperçu d'une révolution sans barricades. Millerand était depuis longtemps devenu la tête de turc des radicaux. Les grands lâcheurs, Briand, Viviani, Varenne lui-même, ont trouvé grâce devant les partis de gauche. Millerand n'a jamais pu se faire pardonner complètement son passage dans le ministère Waldeck-Rousseau, de 1899 à 1902. Briand a subi sans broncher les insolentes apostrophes de Jaurès. On a pardonné à Viviani ses brutalités de langage et il n'a jamais été considéré par les collectivistes comme un ennemi irréconciliable. Millerand, qui avait trouvé le moyen de représenter les marchands de vin conservateurs de Bercy, après avoir combattu Combes avec acharnement, Millerand qui avait commis des fautes graves comme ministre de la guerre au début de la guerre (il était hostile à l'artillerie lourde !), avait repris du poil de la bête et avait pu s'imposer comme candidat à la présidence de la république à la suite de la démission de Paul Deschanel. C'est à son attitude énergique que la Pologne avait dû son salut, c'est lui qui avait découvert le général Weygand. Mais il avait donné des gages aux conservateurs et il était devenu le véritable chef d'un Parti républicain de droite. Avant les élections de 1924, il s'était découvert dans un discours demeuré célèbre et c'était lui qui avait provoqué la démission d'Aristide Briand au cours de la conférence de Cannes. Les radicaux lui avaient violemment reproché son intervention dans la bagarre électorale et lui en voulaient à mort. Toutefois, quand la victoire du cartel fut obtenue, Herriot et sa camarilla ne songeaient pas à exiger la démission du président de la République. Ce fut Pierre Bertrand qui se montra le plus impitoyable et qui provoqua une véritable violation de la constitution.

L'homme qui tire les ficelles du pantin fut un de mes amis, Louis Louis-Dreyfus, banquier richissime, ancien député de Florac. Très intelligent, très débrouillard, Dreyfus se plaignait d'avoir été victime d'un très vilain procédé de la part de Millerand, au début de la guerre. Avant les hostilités, Millerand était un de ses amis et Dreyfus lui avait, comme avocat, confié des affaires très rémunérées. Quand la guerre fut déclarée, Dreyfus qui était gros spéculateur en blés, fut l'objet d'une infâme campagne de la part de *L'Action française*. Cette campagne fut aussi sotte que celle qui fut déclenchée par Maurras contre la société laitière Maggi et la société des bouillons Kub. On avait insinué que les affiches de publicité du bouillon Kub portaient des numéros qui étaient autant de points de repères pour les allemands. En réalité, ces numéros étaient les numéros de contrôle imposés par l'administration de l'enregistrement !

Il était aussi bête d'accuser Dreyfus d'accaparer les blés. Consul de Roumanie en France, Dreyfus avait au contraire tout fait pour provoquer l'achat des blés roumains, à un moment où l'on pouvait encore les importer, avant l'entrée en guerre de la Turquie. Mais Dreyfus portait un nom difficile et il fut aisé d'exciter contre lui la démagogie. On faillit l'arrêter. Millerand eut peur de se voir reprocher cette amitié suspecte et il eut la petitesse

d'envoyer au front, dans un endroit dangereux, Dreyfus qui, bien qu'officier de réserve, avait l'âge nécessaire pour justifier son placement à l'arrière. Dreyfus a toujours soutenu qu'il avait été victime d'une espèce de tentative d'assassinat. Il prétendait que Millerand avait voulu se débarrasser de lui et il lui voua une rancune inexpiable. Avec ses énormes capitaux, il alimenta la campagne contre Millerand et, bien que ce dernier, avec beaucoup de correction, se fut incliné devant la victoire du cartel et eut régulièrement appelé Herriot pour succéder à Poincaré, *Le Quotidien* mit toutes pierres en œuvre et exigea de ses amis une politique de non collaboration, tant que Millerand demeurerait président.

Ce dernier résista tant qu'il put, car ce n'est pas l'entêtement qui lui manque. Il choisit, au refus d'Herriot, François-Marsal comme président du Conseil. Pure formalité ! Marsal battu dut se retirer et Millerand, désespéré, donna sa démission. Léon Daudet lui reprocha ce qu'il appelait un acte de lâcheté. Mais, Millerand ne pouvait tout de même pas exécuter un coup d'état. Il n'avait pas le pays derrière lui. Le pays, mécontent des impôts, en voulait au Bloc national. Dreyfus poussait Paul Painlevé à la présidence de la République. Mais le Sénat, encore modéré, préféra Gaston Doumergue. Ce fut un premier avertissement au cartel qui accumula sottises sur sottises.

Pour en finir avec Millerand, je dirai qu'il se retira dignement et sans fortune de la politique. Il reprit sa robe d'avocat. Pendant plusieurs années, le barreau le nomma membre du conseil de l'ordre. Devenu sénateur de Paris, il ne put jouer aucun rôle dans la haute assemblée qui ne fit jamais bon accueil aux anciens révolutionnaires convertis. Poincaré avait rompu avec la tradition qui exige qu'un président de la République prenne une retraite définitive et sans retour offensif. Le Sénat lui pardonna cette ambition inusitée parce qu'il reconnut la haute valeur de l'homme. Millerand était très au-dessous de Poincaré et il était devenu vraiment trop conservateur. Poincaré pratiqua avec la gauche des coquetteries dont Millerand était incapable. Certes, Poincaré avait un aussi mauvais caractère que Millerand mais il était tout de même moins ours. Pour donner une idée de ce que Millerand était, je dirai que je le rencontrai, une année, aux eaux de Challes où il faisait une saison avec sa famille. Millerand me connaissait depuis sa jeunesse et il savait que j'étais son ami politique. Nous étions descendus au même hôtel et, pendant un mois, il ne m'adressa pas une seule fois la parole. Il ne saluait même pas ma femme. Je crois au surplus qu'il y avait dans son cas de la timidité, car je l'ai toujours trouvé serviable quand je l'ai sollicité. C'était un ambitieux orgueilleux et timide. L'espèce n'est pas si rare. Ainsi, Lebrun qui est aujourd'hui président du Sénat et candidat à la présidence de la République.

Aux élections sénatoriales de 1927, Pierre Laval ourdit d'accord avec les communistes, avec Steeg et Billiet, un complot dans le but de chasser Millerand du Sénat. Le complot réussit, mais Millerand, chassé par la porte, rentra par la fenêtre. Il se fit élire sénateur de l'Orne. Au barreau, il fut moins heureux. On lui conserva longtemps, dans le conseil, une place à côté de Poincaré. Mais Millerand plaidait beaucoup et il excita la jalousie des jeunes qui finirent par l'expulser maussadement en juillet 1930. Pendant tout ce temps, Poincaré poursuivit une brillante carrière.

## 1924- La lamentable histoire du cartel

J'écris ici quelques détails parce que je veux laisser un témoignage aux historiens de demain. Si les socialistes deviennent un jour les maîtres, ils écriront l'histoire à leur façon, l'histoire n'étant jamais qu'une légende ayant réussi à s'imposer. Je ne suis pas à l'abri des passions, mais, actuellement retiré de la tourmente, j'ai la prétention d'écrire avec sincérité, avec l'impartialité d'un témoin qui a vu et entendu.

Jamais une assemblée n'a été plus calomniée que celle du Bloc national. Et jamais une assemblée n'a été plus prudente, plus patriote, animée de meilleures intentions. Il faut remonter jusqu'à la restauration de 1816 pour trouver un gouvernement aussi réparateur. Certes, la situation de 1816 n'était pas aussi misérable que celle du 18 brumaire. Cependant, les guerres de Napoléon avaient disloqué le monde et la France. Il sera difficile à nos descendants (si toutefois le socialisme ne conduit pas la civilisation vers la barbarie) de s'imaginer à quel point l'infamie allemande a bouleversé la civilisation occidentale de 1914 à 1918. Furieux d'avoir échoué dans leur entreprise de domination, les Allemands provoquèrent la Révolution russe et voulurent ensevelir le monde sous leurs propres ruines. En 1919, tout était à refaire. Pour réparer, pour empêcher la répercussion de la démagogie russe, toute l'élite française devait s'unir, s'arc-bouter pour la défense économique et sociale. L'Allemagne ne connaissant que la force, ne pouvait s'incliner que devant la force. Abandonnés par les Anglais et les Américains, les Français devaient conjuguer tous leurs efforts pour sortir d'un effroyable borborygme.

De 1919 à 1923, cette activité fut miraculeuse. Seulement, cela ne pouvait pas durer. Les radicaux qui représentaient avant tout une force de conservation anti catholique, les radicaux qui étaient l'émanation politique de la franc-maçonnerie libre-penseuse et voltairienne, ne purent pas se plier à l'idée d'une alliance avec les catholiques. Ils préférèrent se coaliser avec les révolutionnaires ! De cet accès de démence collective sortit cet abominable cartel qui détruisit en partie l'œuvre de redressement menée à bien par les républicains du centre et de droite.

Le gouvernement de Poincaré avait redonné la confiance. La monnaie française avait certes perdu une partie de sa valeur, mais guère plus du quart ou du tiers. On pouvait espérer qu'à la longue, le franc reprendrait la parité de la livre anglaise et du dollar américain. La trésorerie était assurée par les placements à court terme de l'épargne. L'expérience prouve que les épargnants français sont très sensibles aux mouvements politiques. Quand ils ont confiance dans le lendemain, les possédants font travailler leurs capitaux en France. Dès qu'ils se méfient, l'argent se cache, s'en va hors du pays.

Les imbéciles du cartel commencèrent par donner l'impression que les socialistes allaient gouverner. Herriot président du Conseil, pour leur donner un gage, demanda à la chambre le transfert des cendres de Jaurès au Panthéon. On vit alors une procession magnifique, drapeaux rouges en tête, allant du Palais-Bourbon au Panthéon. Les communistes revendiquaient Jaurès au même titre que les socialistes. Il n'y avait du reste, à cette époque, aucune différence essentielle quant au but poursuivi, entre les socialistes nuance Blum et les communistes nuance Cachin. Ils ne différaient que quant au terme, les communistes prêchant

la révolution immédiate. Cette cérémonie stupide jeta le pays dans la consternation. Les épargnants se précipitèrent vers les caisses publiques, retirant leurs dépôts. Les valeurs françaises baissèrent, la rente tomba à des cours ridiculement amoindris, les capitaux s'envolèrent en Angleterre, aux États-Unis, en Suisse...

Herriot en demeura sidéré. J'ai déjà tenté d'esquisser le portrait d'Herriot. Comme pour Caillaux, je procéderai avec lui par retouches. Je ne le déteste pas, je ne lui dois rien, mais il ne m'a jamais fait de mal. C'est un cerveau bien meublé; il a beaucoup travaillé; sans être un écrivain remarquable, il possède une bonne plume mais c'est surtout un orateur politique de premier rang. Il est disert, il a de l'ardeur, de la conviction, du prenant, de l'esprit. Comme politiques, ces normaliens sont toutefois beaucoup moins préparés que les juristes ou les fiscaux. Ils sont toujours dirigés par cette idéologie que Bonaparte reprochait déjà aux savants de son époque. Leur formation livresque ne leur permet pas d'apprécier les réalités. Ils ont la tête dans les nuées et se noient souvent dans un crachat. Augagneur m'a cité des exemples frappants de la mauvaise foi et de la fourberie d'Herriot. Oui, Herriot a été un faux bonhomme. Mais si un politicien n'était pas un sycophante, il n'arriverait jamais à rien. Machiavel a écrit le bréviaire des gouvernants et il est difficile de s'en départir. Bonaparte était fourbe, Louis XVIII était fourbe. Nos meilleurs ministres Aristide Briand, Poincaré, Barthou, Ribot ont été des fourbes. Par conséquent, je ne suis pas trop tenté de reprocher à Herriot cette duplicité, c'est une qualité d'État.

Herriot a dû partir de ce principe que son parti ne pouvait pas gouverner sans les socialistes. Il ne demandait pas mieux que de partager entre eux et ses amis les bénéfices du pouvoir. Seulement, les socialistes représentent une autre clientèle que celle des radicaux. Les radicaux sont l'émanation d'électeurs gras ou au moins satisfaits du régime social. Les socialistes représentent les maigres, les affamés, les ratés, les voyous, tout ce qui n'a rien à perdre dans un bouleversement de régime. Ajoutons à cette clientèle les fonctionnaires qui rêvent, comme en Russie, de gouverner, d'exploiter la masse, de se tailler des situations, de vivre en parasites aux dépens des imbéciles qui produisent et travaillent. Je ne veux pas dire par là qu'il n'y ait que des fonctionnaires de cet acabit, mais le fossé entre le contribuable et le fonctionnaire s'est creusé chaque jour de plus en plus et les fonctionnaires sont arrivés à concevoir le collectivisme, l'étatisme comme des gouvernements favorables à leurs intérêts.

Voilà pourquoi les radicaux, au fond hommes de gouvernement et d'autorité, ne pouvaient attirer franchement à eux la clientèle socialiste et ses chefs. Blum et ses amis trouvèrent plus habile de se servir des radicaux, de les soutenir au gouvernement et d'obtenir d'eux toutes les faveurs du pouvoir sans en partager les responsabilités. Jusqu'à présent (1930), cette tactique paraît leur avoir réussi. Une différence à noter entre radicaux et socialistes est encore celle-ci: les socialistes constituent un parti international, ils veulent réunir les prolétaires du monde entier contre les classes possédantes. Ils contestent l'idée de patrie. Ils n'acceptent qu'en grognant les dépenses militaires. Or, les radicaux ont la prétention d'être les successeurs des jacobins patriotes.

Un des premiers actes d'Herriot fut d'aller à Londres conférer avec le premier ministre anglais, Mac Donald, qui était le chef du Parti socialiste. Mac Donald a toujours été

germanophile et francophobe, même pendant la guerre. Eh bien ! Des documents récents publiés par M. Georges Suarez ont démontré qu'Herriot a tout fait, lors de l'entrevue de Chequers (1924) pour défendre les intérêts français. Il n'a pu obtenir des Anglais ce qu'il désirait, la solidarité interalliée pour le règlement des dettes. Mais je crois qu'au point de vue de la politique extérieure, la France ne peut pas reprocher grand-chose à Herriot. Il a fait ce qu'il a pu. Le tort du parti radical a été de blâmer, de contredire tout ce qui avait été entrepris par Poincaré par le Bloc national. Il ne m'appartient pas ici de juger dans l'ensemble la politique pacifiste d'Aristide Briand, adoptée par le parti radical. J'estime simplement qu'il était habile de présenter au monde une France dépourvue d'esprit impérialiste, animée de générosité à l'égard des vaincus, désireuse de s'entendre franchement avec l'Allemagne. La politique de force esquissée par Poincaré et paralysée par les alliés a tout de même abouti à des plans internationaux (le plan Darves et le plan Young) qui ont amené l'Allemagne à payer une partie de sa dette. Quant à obtenir de l'Allemagne une soumission complète au traité de Versailles, quant à obtenir d'elle une renonciation à ses idées de revanche, je crois que l'avenir démontrera que c'était exiger l'impossible ! Aucune politique de force ou de conciliation ne pourra empêcher les Allemands d'utiliser leur activité en vue d'une domination sur l'Europe.

A l'intérieur, le régime caillautiste fut une gabegie. En deux ans, le franc tomba à une valeur de deux sous d'avant-guerre et, en juillet 1926, il n'y avait plus dans le Trésor assez d'argent pour payer les fonctionnaires à la fin du mois. Painlevé ayant remplacé Herriot à la présidence du conseil et voyant tout s'écrouler autour de lui eut, bien à contre cœur, l'obligation de rappeler Joseph Caillaux qui avait subi sa peine et qui vivait alors à Mamers (1925).

Encore une addition, encore une retouche au portrait de Caillaux ! De Monzie a placé cet homme dans la galerie « des destinées hors-série ». Fils d'une mère protestante et d'un père catholique, il fut, par un arrangement familial, confié dès son jeune âge aux pères jésuites de Sainte-Croix. Mis ensuite au collège Stanislas, il édifia ses éducateurs par sa piété mystique. Au fond, j'ai toujours cru qu'il était demeuré croyant. Ses aventures ont défrayé la presse et j'ai déjà raconté sur lui pas mal d'anecdotes significatives. Pendant son exil à l'intérieur, il avait essayé d'appeler l'attention sur lui. Les socialistes virent en lui un défaitiste, un internationaliste et surtout un ennemi de Clemenceau. Ils l'adoptèrent. La Ligue des droits de l'homme fit de ce sénateur ambitieux un martyr. Il publia un ou deux volumes dans lesquelles les snobs des partis avancés et les idiots, les illettrés du Parti conservateur virent, de confiance, des aperçus profonds et compétents. En réalité, Caillaux est illisible. Il écrit dans un style apocalyptique, recherchant des expressions rares et des mots difficiles. Il se considère comme un écrivain de la nouvelle école et les lauriers de Paul Valéry l'empêchent de dormir. On pourrait confectionner un joyeux florilège avec certaines phrases extraites soit de ses articles du *Capital*, soit de son livre *Où va l'Europe ?* Caillaux est un pédant, un pion fiscal ; un financier, jamais de la vie ! En France, l'aplomb fait d'un homme intelligent un homme supérieur. C'est l'aplomb qui est la caractéristique de l'homme que les primaires appelaient, en 1924, le Necker de Mamers. Le mamertin Véron de la Forbonnais fut un économiste d'une autre valeur !

Quand ce Necker-plus-ultra connut les résultats des élections du onze mai, il crut de bonne foi qu'elles s'étaient faites sur son nom. Herriot n'en fut pas convaincu et il se garda bien de faire appel à la compétence de l'exilé. Au fond, personne ne l'aimait et tous les initiés le considéraient comme un personnage indésirable. Les finances s'en allaient à vau-l'eau. Herriot cherchait tous les moyens de retenir l'argent qui s'écoulait comme de l'eau à travers les trous d'un filtre à café. Il voulut avoir recours à la planche aux assignats. Il vit se dresser devant lui l'honnête Georges Robineau, gouverneur de la Banque de France et son remarquable secrétaire général, Aupetit. Ces admirables fonctionnaires tinrent bon, mais ils étaient des fonctionnaires. On leur demanda des irrégularités. Ils cédèrent à moitié. Ils ne pouvaient que donner leur démission, ce qui aurait précipité la banqueroute. Un drame effroyable se joua dans leur conscience. Robineau, pendant des nuits sans sommeil, contracta la maladie de cœur qui devait bientôt l'emporter. Le plafond fut crevé. Étienne Clémentel, incapable ministre des Finances, n'avait ni volonté ni caractère. Quand il vit venir la catastrophe, il chercha son salut dans la fuite. L'orage grondait dans l'opposition. Renaudel, socialiste sincère mais idiot, criait : « *Il faut prendre l'argent où il est !* ». Un des actes les plus fous du Cartel consista à former une commission d'enquête pour savoir d'où provenaient les fonds électoraux de la droite !

Billiet, qui était le distributeur des grandes firmes, subit les conséquences de la faute qu'il avait commise en faisant de son organisation électorale, une espèce d'agence bureaucratique. Tous les partis font appel aux grandes firmes. Il y a des banquiers qui donnent à tout le monde pour s'assurer des paratonnerres. Ces concours sont le vice inhérent à tout parlementarisme. Il est juste que les gens qui ont des intérêts à défendre contre la révolution sacrifient de leur argent. Hélas ! Les capitalistes sont tellement égoïstes qu'ils ne savent pas aider leurs défenseurs. Ils sont comme ces ministres dont parle Chamfort qui disent des sollicitateurs : « *Ces gens-là on a beau ne rien leur donner, ils réclament toujours !* ».

Les compagnies minières, les sociétés pétrolières, les compagnies d'assurances avaient distribué quelques maigres subventions à des candidats miséreux. On donna à la commission des pouvoirs d'instruction pour enquêter de tous les côtés. Les gens les plus honorables, ainsi M. Antony Ratier, président de l'Alliance démocratique, furent sommés de prêter serment. Ils refusèrent et furent condamnés à des amendes en police correctionnelle. Cette enquête grotesque apparut odieuse à la masse du public. Elle se termina honteusement, sans que Renaudel ait osé provoquer le dépôt d'un rapport.

Une autre imbécillité du cartel fut la reprise des relations diplomatiques avec la Russie. Les dirigeants eurent la sottise de croire que les bandits de Moscou paieraient les dettes du gouvernement tsariste. Ce que Lénine s'amusa ! Il est inutile de l'écrire ! L'adhésion de la France confirma le pouvoir d'hommes qui voulaient mettre en ruine le monde civilisé ! L'oiseau qui laisse le coucou pondre dans son nid et qui élève le rejeton de son assassin n'est pas plus bête que les radicaux bourgeois favorisant les soviets !

Donc, Painlevé prenant le pouvoir dans les conditions les plus difficiles, se vit moralement obligé de faire venir Caillaux de Mamers. C'était la dernière cartouche. Painlevé, qui ne manque pas d'esprit, m'a raconté comment il avait dû en venir à cette extrémité. Cela

m'a été dit dans un déjeuner chez Larue, en présence de Guist'hau, de Mirel et de Bonabeau : « Caillaux me faisait horreur, mais, du côté socialiste, comme du côté radical, on me disait qu'il fallait nécessairement faire appel à sa compétence. Les socialistes l'aimaient contre Clemenceau, car on n'aime quelqu'un que contre quelqu'un. Briand, consulté, n'en voulait à aucun prix, il m'avertissait que la légèreté de ce mauvais financier nous causerait des déboires et il avait cessé toute relation avec lui depuis 1913. Briand avait été l'ami de Calmette. Herriot détestait aussi très cordialement Caillaux. La situation était horriblement difficile, je pensais que j'encourais une grave responsabilité si je me refusais de faire appel au Necker plus ultra de Mamers. Je me dis inpetto : « Ou il réussira et alors nous profiteront de son succès ; ou il échouera et alors nous aurons dégonflé l'outre ! ». Après bien des résistances, Briand consentit. Quand Caillaux fut arrivé en automobile, il fallut toute une comédie pour amener l'homme de Locarno à serrer la main de l'homme d'Agadir ! Avec son aplomb habituel, Caillaux nous affirma que, dès le lendemain, il nous apporterait un plan financier. Il se contenta de faire le paon au ministère des Finances, convoquant les directeurs de banque uniquement pour leur dire : « Messieurs, je suis dans ma maison », envoyant promener le Baron de Rothschild qui lui conseillait un emprunt-or, consultant Pierre, Paul et Jacques, ne s'arrêtant à rien. Au bout de 15 jours, il n'avait rien apporté du tout au Conseil. Un matin, il vint me trouver et me présente à signer un projet qui tendait, je crois, à une émission de bons. Au moment où j'allais signer, il se ravise, il m'arrache le papier et s'écrit : « Non, je sors d'un abîme d'impopularité, je ne veux pas y retomber ! ». Puis il reprit le projet de Rothschild. Il faisait et défaisait dix projets par semaine. Le Conseil des ministres était atterré. Tout allait de mal en pis ! Jamais individu ne donna autant de preuves d'incapacité ! Du reste, vous verrez, ajouta Painlevé, l'opuscule que publiera Georges Suarez sur les notes que je lui ai remises. Le crime principal de Caillaux fut de chasser de la Banque de France M.M. Robineau et Aupetit qu'il jugeait hostiles à sa politique. Robineau en est mort de chagrin ! Quand je voulus exiger la démission de Caillaux, il se cabra violemment et me cria : « Non ! Je ne m'en irai pas, nous partons tous ensemble ! » Il fallut que tout le Conseil donnât sa démission pour se débarrasser de lui. Le lendemain, au Sénat, comme on me demandait les motifs de son débarquement, je répondis : « C'est parce qu'il est complètement fou ! » Je n'ai pas changé d'opinion ».

—

### Le cabinet Briand-Caillaux

—

Pour achever de le couler, Briand forma avec lui un cabinet qui dura quelques jours. Caillaux se redressait en hurlant : « Nous sommes les deux consuls ! ». Il demanda à la chambre des pouvoirs exorbitants. Briand, qui était au fond d'accord avec Herriot, se fit interpeler par ce dernier et le parlement se débarrassa de ce dément... Espérons que ce sera pour toujours !

Dans tous les cas, quand de Monzie liquida la situation créée par Caillaux, il n'y avait plus qu'un million en caisse et la banqueroute était imminente à la fin du mois ! Sans un sursaut d'énergie et un appel désespéré à Poincaré, la France était perdue. La dernière

incartade de Caillaux consista à préparer des poursuites contre Finaly, directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas ; il voulait le faire arrêter sous prétexte qu'il spéculait contre la France ! Finaly acheva de lui casser les reins. J'ai beaucoup connu cet Horace Finaly qui a été l'un des financiers les plus habiles de notre temps et qui a dirigé pendant tant d'années avec tant de succès la Banque de Paris et des Pays-Bas. Auguste Comte avait prévu, dès 1830, que les banquiers seraient un jour les maîtres de la politique. C'était une vue géniale. Le cerveau d'un Finaly était universel ; il avait le monde entier comme terrain d'observation et de manœuvre. Il savait traiter le Parlement comme il méritait de l'être et, dans tous les partis, il avait des pantins dont il tirait les ficelles. Il n'a jamais corrompu les parlementaires que dans un intérêt général en tâchant d'appliquer le principe de Mirabeau : « *Je les paye, mais je n'achète pas leurs consciences, je ne leur demande que ce qui est honnêtement possible. Il faut que ces gens-là aient de quoi vivre, sans cela ils deviendraient vite nuisibles* ».

Caillaux détestait Finaly parce qu'il sentait la supériorité de ce prince de la finance. Caillaux avait la vue courte ; il était un bon fiscal, un pédant de l'impôt mais il n'avait pas le don des grandes combinaisons financières. Heureusement pour la France, Caillaux se vit obligé de remplacer Georges Robineau par un homme de grande valeur, désigné par Raoul-Peret, M. Emile Moreau, gouverneur de la Banque de l'Algérie. Moreau eut assez d'autorité pour résister à ses fantaisies et, lorsque le cartel ayant sombré, il fallut revenir vers Poincaré, ce dernier trouva dans Moreau un collaborateur souple, adroit et sachant.

### Le Miracle de Poincaré

Jamais les historiens ne rendront assez justice au grand homme d'état que fut Poincaré. J'ai déjà noté combien il avait l'allure peu sympathique et distante. Mais il a toujours suivi son chemin tout droit et il a compris les intérêts du pays auxquels il subordonna souvent ses ambitions et ses goûts personnels. En juillet 1926, les sottises accumulées par Herriot, par Blum, par Painlevé, par Caillaux avaient supprimé toute confiance. Le pays marchait à la ruine. Tous les gens qui possédaient si peu que ce fut plaçaient leur avoir à l'étranger. Les rentiers étaient ruinés. Le commerce était remplacé par la spéculation. La Chambre se ressaisit et, grâce à l'action énergique de Gaston Doumergue, elle accepta un ministère de conciliation. Poincaré qui avait affaire à une Chambre par laquelle il avait été renversé fut assez habile pour obtenir une trêve entre les partis. Il prit avec lui quelques chefs du Parti radical, Herriot, Painlevé, Hennessy et il put faire durer sa combinaison jusqu'aux élections générales de 1928.

Je n'étudierai pas ici toutes les mesures rigoureuses qu'il prit pour rétablir la confiance perdue ; elles appartiennent à l'histoire. On a critiqué quelques-unes d'entre elles, notamment la suppression des tribunaux d'arrondissement. Dans tous les cas, les nouveaux impôts furent acceptés, le franc se redressa et put être stabilisé ; la Banque de France redevint la forteresse du crédit français. Alors que le chômage devint la plaie chronique de l'Allemagne, de l'Angleterre, bientôt après de l'Amérique du Nord, la France connut toute une période de prospérité relative.

J'aurais dû, dans mon département, bénéficier de cette situation nouvelle. Si ma politique avait été alors justiciable du suffrage universel, j'eusse triomphé. Malheureusement, la fin de mon mandat sénatorial approchait et c'est au suffrage restreint que j'étais forcé de

faire appel. Les électeurs sénatoriaux désignés par les conseils municipaux m'étaient en majorité hostiles parce que ces conseils avaient été renouvelés au plein du règne caillautiste.

Avec une diabolique rouerie, Caillaux avait traité au Mans avec les socialistes et, dès 1925, le conseil municipal qui, sous la présidence du maire Castille était composé de mes amis, fut chassé et remplacé par une coalition de radicaux et de révolutionnaires. La ville du Mans autrefois si sage eut la honte de se voir imposer comme maire le socialiste Olivier Heuzé dont le principal titre était d'avoir été battu deux fois par moi aux élections législatives.

Heuzé était avant tout un gueulard de réunions publiques. Son intelligence était fort ordinaire. On en fit une sorte de demi-dieu ; on proclama qu'il était un administrateur habile. En réalité, il n'a rien fait que de conjuguer des haines et des appétits. Les bourgeois anticatholiques ont accepté comme chef ce fantoche et il est probable qu'ils lui dressent une statue. Il avait comme collaborateur un cheminot ivrogne nommé Henri Barbin dont on fit aussi un héros. La petite bourgeoisie radicale, l'artisanat manceau, des groupements de braves gens ignorants, aveuglés par la passion anticléricale, se sont jetés dans les bras des socialistes qui les guillotineront un jour. Les leçons de l'histoire ne servent à rien. La génération présente ne lit pas, n'apprend rien, ne veut pas écouter les vieux. Elle se laisse bercer par les promesses d'une démagogie imbécile.

Pourtant, on verra que, dès 1927, la ville du Mans s'était un peu ressaisie. Lors d'une élection partielle, elle envoya siéger au conseil municipal mes amis Louis Legué et Sandubray. Le suffrage universel semblait meilleur que le suffrage restreint. Il n'en demeurait pas moins certain que je me voyais en présence, pour les élections de 1927, d'un collège qui comprenait en moins 25 électeurs favorables à ma candidature. 25 ennemis de plus, 25 amis de moins, cela me creusait un déficit de 50 voix, même au cas où les municipalités rurales me seraient demeurées fidèles. Or, j'avais perdu mes amis à Vibraye, à Bessé-sur-Braye, à Sillé-le-Guillaume, à Saint-Calais et dans pas mal d'autres communes.

Mon échec semblait certain, d'autant plus que je devais rencontrer devant moi, à côté de Caillaux, le docteur Edouard Gigon, qui était un sympathique et qui m'avait déjà donné du fil à retordre en 1924. Caillaux, reprenant un mot du fameux chirurgien Alphonse Berger, s'écriait un jour : « *Il n'y a qu'une seule manière de venir à bout de son ennemi, c'est de lui survivre* ». Dans la bouche de l'assassin de Gaston Calmette, ce mot offrait quelque chose de sinistre. J'avoue humblement que je n'ai pu éprouver un grand chagrin, lorsque le docteur Gaston Poix me téléphona un matin du mois d'octobre 1926 : « *Ajam, soyez rassuré, Gigon va mourir avant les élections sénatoriales !* ». Originaire de Saint-Mars d'Outillé, ce Gaston Poix avait été au lycée du Mans le camarade de mon gendre Georges Bouvier quoiqu'il fût beaucoup plus âgé. Il appartenait à une génération de labadens qui suivit d'assez loin la mienne. Devenu médecin, il exerça au Mans, se fit une sérieuse clientèle, augmenta sa fortune déjà rondelette, demeura célibataire et réalisa le souhait de sa vie : une sage et douce retraite à Paris, ses loisirs étant consacrés à la médecine de laboratoire. Il habite 130, avenue de Suffren et, consultant peu, a attaché son nom à d'intéressants travaux sur la tuberculose. Au demeurant, s'il a été moins connu que mon camarade Paul Sollier qui s'est fait une réputation comme neurologue, il a cependant eu une belle carrière. Poix s'est peu occupé de politique,

mais il était d'opinions de gauche, sans excès, et était demeuré sympathique à ma personne. Il travaillait dans la clinique où avait été transporté discrètement le docteur Gigon et il avait su qu'il était atteint d'un cancer inopérable de la gorge. De fait, Gigon mourut quelques semaines avant l'élection. Cela me rendit un peu de courage et, sans méconnaître la difficulté de ma campagne, je me promis d'essayer de faire le possible pour réussir.

Les comités de Caillaux choisirent, outre Caillaux, deux candidats : le docteur Breteau et un obscur maire de village, commerçant en grains, nommé Monchâtre. Breteau était certainement un candidat moins dangereux que Gigon ; mais il avait monté en épingle sa fidélité à Caillaux. On donnait cet être égoïste et avaricieux comme un modèle de sensibilité. On savait que son état de santé était déplorable, mais cela ne lui nuisait pas. Au contraire, cela faisait l'effet de la béquille de Sixte-Quint et beaucoup de candidats de second plan qui avaient été éliminés par le congrès se rallièrent à ce grand malade dans l'espérance de lui succéder rapidement. Breteau, loin de dissimuler sa situation, la mettait au contraire en avant. Dans son discours de candidature, il dit carrément : « *Je n'ai pas de santé, je ne vivrai pas longtemps, donnez-moi le Sénat comme une retraite* ». Et quand on lui faisait remarquer qu'il était l'adversaire de son vieil ami d'enfance, Ajam, il prenait un ton pleurard et gémissait : « *Quel malheur qu'Ajam ait abandonné notre parti !* ». Au fond, le fait de me voir à terre le consolait de son mal. Je l'ai vu plus tard au Sénat, amaigri, soutenu par un huissier ; le regard qu'il me lança dénonçait une haine mal satisfaite !

J'étais trop au courant de la psychologie électorale pour ne pas apercevoir dès le début que mon affaire ne marchait pas. L'opposition gouvernementale (car Poincaré régnant, nous étions, nous les poincaristes, en minorité apparente dans le collège sénatorial) voulait d'abord présenter trois candidats contre les trois caillautistes. Mon colistier, André Lebert, se mit d'accord avec moi pour présenter seulement deux candidats : lui et moi qui étions, avec Caillaux, sénateurs sortants. Très rusé, Lebert sentait que ma situation était plus menacée que la sienne, car c'était surtout moi que Caillaux visait. Le cartel avait mis à la retraite l'ancien préfet Steck qui m'était dévoué et l'avait remplacé par un petit juif arriviste et roublard, nommé Marcel Bernard.

Ce petit juif était un ami personnel de Millerand et du secrétaire de Millerand, Raoul Persil, qui fut député de Blois durant le Bloc national. Il avait soutenu avec ardeur les modérés pendant qu'il était préfet du Loir-et-Cher. Aussi, en 1924, après le 11 mai, les caillautistes avaient-ils juré sa perte. Il obtint sa grâce en se jetant dans les bras de Caillaux qui le demanda comme préfet de la Sarthe. Il ne fut en effet que le domestique du condamné de la Haute cour. Pendant deux ans, il travailla le département contre moi. Quand Poincaré revint aux affaires en août 1926, je ne lui demandais même pas le déplacement du préfet ; cela n'aurait servi à rien. Au contraire, les caillautistes auraient utilisé cette « persécution » contre moi. Marcel Bernard n'aurait pu, par sa propre autorité, me donner une majorité, mais, avec une habileté infernale, il mit toutes pierres en œuvre pour assurer mon échec. J'ai déjà dit quelle était la situation de ces malheureux fonctionnaires, en face d'un gouvernement en partie double, avec un président du conseil qui voulait surtout ne pas avoir d'histoires dans sa politique intérieure, excédé qu'il était par la politique extérieure ! Le préfet savait que, si le cartel revenait au pouvoir, il serait révoqué au cas où il aurait soutenu ma candidature. Il se

disait que si les modérés avaient le dessus, on ne lui ferait aucun mal ! Il était d'autre part forcé de compter avec un conseil général dont la grosse majorité était caillautiste.

J'engageai donc le combat dans les conditions les plus difficiles. Lebert fit une campagne toute personnelle, en ayant l'air de faire croire qu'il blâmait au moins la vivacité de mes polémiques. Il jouait son jeu tantôt avec moi, tantôt contre moi, suivant les cantons. Cette tactique lui réussit, car il fut élu de justesse, par une seule voix de majorité. Je fus battu par environ 60 voix dès le premier tour. Pendant la dernière semaine de lutte, j'avais du reste obtenu la certitude de mon échec. Caillaux, n'ayant pas eu d'adversaire, passait à une majorité énorme et Breteau prenait ma place au Sénat. J'étais chassé définitivement de la politique ! (9 janvier 1927).

### Un peu de philosophie

Je puis aujourd'hui faire mon examen de conscience. Évidemment, cela ne sert à rien, mais j'opère pour ma satisfaction personnelle. Pouvais-je agir autrement que je ne l'ai fait ? Non et non ! Le carrefour de ma vie se plaça la fin de 1917. Il fallait alors écouter Breteau et épouser la cause de Caillaux contre Clemenceau. Rien que cette idée me fait encore horreur aujourd'hui. Pour me juger, il faut se placer au moment où les Allemands étaient à 50 kilomètres de Paris, au moment où je dirigeais *L'Exportateur français*, organe nettement nationaliste. Dire que j'ai aperçu à ce moment les résultats de mon option, ce serait mentir. J'ai seulement senti que j'accomplissais un acte grave puisque je l'ai discuté avec Breteau, avec Gigon, avec ma famille.

Certes, je ne pensais pas qu'on oublierait si tôt les saletés, les infamies de Joseph Caillaux mais, même si j'avais prévu son retour aux affaires en 1924, je ne pouvais agir autrement que je ne l'ai fait. Pendant trois ans au moins, les républicains de la Sarthe m'ont suivi. J'ai pu nourrir le sérieux espoir de former un parti de contestation vers la droite et contre le socialisme ! Tout cela était sensé. J'ai eu affaire à un politicien très fort, ayant de l'argent et des amitiés secrètes dans plus d'un camp. Je n'ai pas trouvé autour de moi de collaborateurs jeunes et intelligents. Le sénateur Lebert, qui se rapprochait de mes vues, ne m'aimait pas, supportait mal la supériorité. Mon échec au conseil général me supprima une grande partie de mon prestige local.

Le coup terrible que me porta mon échec fut amorti parce qu'il ne fut pas inattendu, parce que je m'étais préparé à la retraite, parce que je trouvais auprès des miens des consolations et des encouragements, parce que le travail me reprit tout entier. Un de mes adversaires, narquois, m'a dit en 1924 : « *Si vous aviez suivi Caillaux, vous auriez conservé la popularité des réunions publiques et vous auriez eu une situation tellement prépondérante au Parlement que vous seriez redevenu ministre; vous auriez eu une vieillesse honorée avec au moins un buste sur une place du Mans, vis-à-vis de d'Estournelles !* ». Possible ! Mais je ne regrette pas tout cela. Je regrette seulement ma douce retraite au Sénat, la vie tranquille et assurée. La politique est fatalement injuste parce qu'elle fait dominer la passion sur la raison. Tout ce que j'ai fait était raisonnable, défendable en mon sens, conforme à l'intérêt général de mon pays. Il y a des chances pour que la majorité de l'opinion ne me rende jamais justice. L'histoire fourmille de cas semblables au mien.

Le prince de la lâcheté, d'Estournelles, verra chaque année fleurir sa statue. Joseph Caillaux, traître à son pays, sinistre goujat, ambitieux sans conscience, écrivain sans originalité, orateur banal aura certainement, lui aussi, sa statue. Et c'est moi qui aurais été un faux démocrate, un traître à mon parti, un vendu aux nobles ! Ainsi va le monde ! Puissé-je seulement conserver quelque sympathie secrète dans le cœur de mes arrières neveux, de ceux de ma race ! Puisse un jour quelque manceau érudit me consacrer un chapitre en relevant tout ce qu'il y a de droit et d'honnête, de vraiment patriotique, de vraiment manceau dans ma vie !

—

### Dans ma laborieuse retraite

#### 1927 - Ma nouvelle situation

Lorsque je repris le train, à trois heures de l'après-midi, à la gare du Mans, le dimanche 9 janvier 1927, j'eus d'abord le désagrément de payer ma place. C'était la première fois depuis 23 ans ! Cela m'a semblé dur ! Les charges qui pèsent sur les épaules d'un parlementaire sont lourdes et elles absorbent à peu près le traitement, même quand il a été porté à 60.000 francs. Mais, pour un homme qui, comme moi, a trouvé le moyen de vivre, par-dessus le marché, du métier de journaliste et d'être avocat-conseil ou administrateur de quelques entreprises, il est incontestable que les émoluments parlementaires forment un fonds solide de subsistance. N'ayant pas de fortune, la perte de mon mandat équivalait pour moi à un désastre. La perte de la circulation gratuite m'obligeait à de nouveaux débours. Mon loyer était augmenté, porté de 3000 francs (en 1918) à 13.000 francs, la vie devenait de plus en plus chère ; la domesticité devenait inabordable. Une cuisinière, qu'on payait 80 francs par mois en 1914, exigeait 5 à 600 francs !

Fort heureusement, ma situation au journal *Les Echos* demeurait solidement assise. Les frères Schreiber, mes directeurs, n'étaient pas hommes à conserver un collaborateur par pure sympathie. Pour eux, un employé n'était à considérer qu'au point de vue du rendement. Or, j'étais d'assez bon rendement. Je représentais une publicité de 400 à 500.000 francs. J'avais conservé d'excellentes relations avec les grandes firmes industrielles et commerciales. *Les Echos* continuèrent donc de me rapporter une cinquantaine de mille francs par an. Les frères Sarraut furent excellents pour moi et me conservèrent comme collaborateur à *La Dépêche de Toulouse*. En vain, mes ennemis firent-ils pression sur eux en me représentant comme un réactionnaire. J'ai pu toucher annuellement 5 à 6000 francs de ce côté. Comme conseiller juridique des Etablissements Bonabeau, j'eus environ 20.000 francs. Au moment où j'écris ces lignes (août 1930), tous ces éléments de mon actif sont encore intacts. Il est vrai qu'ils sont tous précaires et qu'ils m'obligent à un travail sérieux. A 69 ans passés, je suis obligé de vivre dans une situation subalterne et sans de longues espérances pour le lendemain. En dehors d'un tout petit capital formé de titres assez médiocres, je ne puis guère compter que sur ma retraite de député qui est de 16.000 francs. Tant que je serai en bonne santé, tout ira assez bien. Mais si je deviens malade ou infirme, je mourrai dans une demi-misère. Voilà, jeunes gens, où mène la vie publique.

Je dispose d'un seul mois de vacances que je passe à La Chapelle-Gaugain, petite résidence charmante quand il fait beau temps, désagréable par les étés pluvieux. J'aime cette propriété qui appartient depuis deux siècles à ma famille paysanne. J'ai la sensation d'y voir errer les ombres de ceux dont les chromosomes vivent en moi. La religion des ancêtres, c'est la seule qui corresponde à quelque chose de réel. J'invoque les miens et il m'arrive de les prier. Je leur attribue ce qui m'arrive d'heureux. Je me plais d'autant mieux ici que mon fils s'y plaisait et voulait y venir finir ses jours. Il l'a déclaré avec une persistance émouvante. Nous accomplissons souvent à notre insu la volonté des morts. Dans cette chambre où j'écris, ma grand-mère Anne Marteau est morte ; dans la chambre à coté, qui sert de salon, mon grand-père Jacques Marteau a rendu son dernier soupir. Au premier étage, ma chère mère est morte dans mes bras. Tous avec mon père et avec mon oncle Urbain reposent là-haut, à mi-coteau, dans cette même tombe où j'espère les rejoindre. Les pas dans les pas des ancêtres, les cendres mêlées : est-ce que ce n'est pas le plus bel idéal de la vie ?

Il m'est arrivé ce soir d'écraser dans les allées du petit bois de pauvres loches. Je crois que c'est le dernier degré de l'échelle animale. Elles sont plus misérables que les vers de terre qui peuvent au moins se cacher. On les tue parce qu'elles sont immondes et nuisibles aux jardins. Mais vis-à-vis des autres hommes, chaque homme est lui-même une limace qu'on écrase lorsqu'il est le moins fort. L'humanité, la bonté, la charité, l'aide mutuelle : tout cela est presque toujours de la phraséologie. L'homme qui m'a écrasé, le docteur Breteau, était un ami intime de jeunesse auquel j'avais rendu d'immenses services. C'est la nature qui a voulu cela. La lutte sauvage demeure une des conditions de l'existence. On s'aime dans la famille même, tant que les intérêts ne sont pas opposés. Mon expérience de la vie ne me rassure pas sur l'avenir de ma religion positiviste. Il me semble que, plus nous visons la paix et plus nous atteignons la guerre. Cependant, il y a quelques petits rayons dans ces ténèbres ; il y a des amitiés, il y a des amours. Leur rareté en fait le prix. Nous aurons beau faire : la haine demeurera toujours le principal ressort de l'activité humaine. Trois siècles n'ont pas encore effacé une seule ligne de l'œuvre magistrale de La Rochefoucauld, et quatre siècles n'ont pas changé une virgule dans l'œuvre de Machiavel.

#### Politique sarthoise : l'élection partielle de 1927

Février 1927. Au moment même où j'essayais à Paris de me refaire une nouvelle vie, ma revanche se préparait dans la Sarthe. Déjà, mes amis Louis Legué et Sandubay avaient pu, lors d'une élection partielle, entrer au conseil municipal du Mans. La mort survenue coup sur coup d'Olivier Heuzé et d'Henri Barbin, député collectiviste du cartel allait provoquer une élection législative, au scrutin de liste, avec représentation proportionnelle. Les socialistes ne demandaient pas mieux que de continuer le cartel, seulement ils tenaient à Caillaux, chef du Parti radical, un raisonnement assez juste : « *Nous avons été au combat, disait-il, le 11 mai 1924, en parfaite association ; vous avez admis sur votre liste deux socialistes ; ils sont morts au cours de la législature : ne doivent-ils pas logiquement être remplacés par de socialistes ?* ». Ce raisonnement, qui constituait la logique du diable, embarrassait fortement le condamné de la Haute cour. Et cela pour deux raisons. D'abord, il était dangereux de présenter aux suffrages deux révolutionnaires. En 1924, les 4 candidats radicaux faisaient pardonner les

deux candidats révolutionnaires. Mais, le département était trop modéré pour accepter un véritable bloc socialiste !

D'autre part, les socialistes venaient de se donner pour chef, après le décès d' Heuzé, un homme qui déplaisait profondément à Caillaux, M. André Tellier. Originaire du Nord, cet André Tellier, que la franc-maçonnerie et une ambition démesurée avaient conduit au socialisme, était arrivé dans la Sarthe comme secrétaire général de la préfecture. Intelligent, actif, orateur bien doué, lettré, il excita la jalousie de son préfet, Marcel Bernard. Maître de la loge, très répandu dans les milieux avancés, il préparait si ouvertement une candidature qu'il impatienta Caillaux et Montigny. D'accord avec le préfet, ces derniers firent surveiller Tellier par la police et lui tendirent un traquenard. Le secrétaire général habitait un logement qui était la propriété du département et qui était voisin d'une ferme exploitée par le département. Suivant un vieil usage, il se fournissait d'œufs, de beurre et de légumes dans cette ferme. Bien entendu, il ne payait pas ces denrées au prix le plus fort. Avec un ami, on eut été coulant et, s'il y avait eu abus, on aurait prévenu l'intéressé. Avec une rare perfidie, Caillaux fit tomber brusquement la police chez le malheureux fonctionnaire. On cria : « *Haro sur le baudet !* ». Tellier fut accusé d'une concussion alors qu'il était tout au plus coupable de peccadilles et, au lieu de le déférer à la police judiciaire, on organisa devant le conseil général une parodie de justice. L'assemblée fut transformée en une espèce de tribunal devant lequel comparut Tellier. On entendit des témoins et l'un d'eux (une modeste servante) ayant répondu avec quelque insolence, Caillaux la fit arrêter séance tenante. À la suite de ces singuliers débats, le gouvernement mit Tellier en disponibilité ; on lui offrit ensuite une place à Paris qu'il refusa. Il se contenta d'une pension de 9000 francs qu'il toucha sur les fonds secrets. Cela ne l'empêcha pas de se livrer dans la Sarthe à une furieuse propagande socialiste. Il forma, à la grande colère de Caillaux, des comités révolutionnaires dans presque toutes les communes. Dans tous les cas, la mauvaise humeur des collectivistes se traduisit, aux élections partielles de 1927, par un succès pour nos amis.

Avec une grande insistance, les modérés m'offraient de devenir chef de la liste gouvernementale ; on m'aurait adjoint Legué et Sandubray, car il y avait trois postes à prendre, Breteau ayant été élu sénateur à ma place. J'étais écœuré de la bataille électorale, j'avais supporté des frais assez élevés et je me souciais peu de dépenser une somme considérable pour obtenir un siège de député pendant un an. D'autre part, un candidat agricole, Thibault était venu m'offrir de faire liste avec lui. Ce Thibault qui a fini par jouer un rôle dans le département était, avant la guerre, un très modeste maquignon. La guerre en fit un gros marchand de chevaux. Il devenait fournisseur de l'armée et gagna plusieurs millions. C'était un garçon illettré mais bouffi d'orgueil. Devenu conseiller général du canton de Coulie, ses collègues le considéraient comme un grotesque. Mais les paysans n'ont guère le sentiment du ridicule, ils virent en Thibault un gars qui était plus près d'eux que les bourgeois, qui comprenait leurs intérêts et savait dépenser son argent. De toute façon, je n'aurais pas accepté la candidature mais j'avais un peu peur de l'action dissolvante de ce candidat agricole dont d'ailleurs le cœur était à droite, car il était catholique pratiquant. En désespoir de cause, les républicains poincaristes choisirent Legué, Sandubray et Gaston Moulière, un de nos vieux confrères du barreau du Mans.

Legué, originaire d'Angoulême, s'était établi pharmacien au Mans, 4 rue Nationale. C'était un brave homme, ne manquant pas d'intelligence, très honnête et de mauvais caractère. Avant la guerre, il avait été quelque temps maire du Mans ; il avait administré avec droiture et rigueur, ce qui ne provoque pas la popularité. Candidat aux élections législatives de 1914, il avait été battu par d'Aubigny. Depuis, il s'était confiné dans l'exercice de sa profession. Il avait laissé la réputation d'un homme probe et désintéressé. Sur la liste de 1927, il représentait le parti dit de l'Alliance démocratique, c'est-à-dire le parti républicain du centre. Le choix était excellent.

Sandubray, directeur d'un atelier de broderie, appartenait au parti catholique. Il était excellent orateur de réunion publique et avait une grosse influence sur la jeunesse formée dans les patronages religieux. Ce nouveau parti catholique, qui procédait des idées de Le Play, de De Mun et de Jacques Pion, était ardent et combatif. Il était avancé au point de vue social et il a joué un rôle prépondérant depuis la guerre. Sandubray avait créé une légion de jeunes athlètes qui l'entouraient dans les réunions publiques et qui inspiraient une terreur sacrée aux socialistes. Ils avaient pris l'habitude d'exercer leurs muscles dans les sociétés de gymnastique.

Gaston Moulière, produit de l'éducation jésuitique, comme Caillaux, avait débuté peu de temps après moi au barreau du Mans. Il avait eu du mal à se faire une clientèle parce que, dans les milieux conservateurs, il était primé par des hommes d'un talent supérieur au sien, tels que Vilfeu ou Georges Pavie. C'était un garçon intelligent, mais un peu superficiel. Étant riche, il ne courait pas après la clientèle, mais il avait fini par se faire un cabinet très honorable, surtout après la disparition de Pavie père et de son fils René Pavie tué glorieusement pendant la grande guerre (il laissait une demi-douzaine d'enfant en bas âge). Ernest Fouché, qui était conseiller général du premier canton du Mans, siège appartenant à la droite, lui avait abandonné ce poste et Moulière devint ainsi, après l'échec de d'Aubigny en 1924, l'un des chefs du Parti modéré.

Du côté gauche, Caillaux opposa, à la liste Legué, Félix Geneslay, Léon Chapron et un cultivateur nommé Colas qui était mon successeur médiat au conseil général dans le canton du Grand-Lucé. Colas avaient surtout été choisi comme représentant de l'arrondissement de Saint-Calais. Il était inconnu et n'apportait aucune force à la liste radicale.

Geneslay, gendre du député Lainé, était mon ancien secrétaire politique de 1919. Il était devenu le collaborateur au barreau de mon gendre Bouvier. Très roublard, très ambitieux, sans scrupules, il était disposé à accepter n'importe quelle opinion pour arriver. En l'espèce, il faisait preuve d'audace car il était trop jeune et, de plus, il était excessif de voir le gendre d'un député réclamer une place à la Chambre à côté de son beau-père. Les électeurs n'aiment pas les dynasties !

Les trois radicaux reçurent une merveilleuse tripotée. Legué, Sandubray et Moulière furent élus à une forte majorité. J'eusse été certainement élu mais je n'ai pas regretté mon abstention. J'étais incapable de mener une nouvelle campagne plus difficile pour moi que pour tout autre, à raison des haines inexpiables dont j'étais poursuivi. J'aurais été obligé, en 1928, de solliciter de nouveau les électeurs de Saint-Calais et, si M. de Gramont avait été

candidat, j'avais de fortes chances d'être dangereusement ballotté. Il y a un moment où un homme même énergique doit savoir se retirer de la lutte. Si j'avais été député, ma vie eut été intenable ; il aurait fallu être chaque jour sur la brèche. On fait ce métier jusqu'à cinquante ans, mais quand on dépasse 67 ans, ce n'est plus possible à moins d'avoir une fortune qui vous permette de considérer la politique comme un sport.

Mon rôle se borna des lors dans le département à combattre Caillaux et sa clique dans des petits hebdomadaires qui demeuraient à ma disposition. Depuis l'année de mon échec jusqu'à présent (1930) je n'ai pas cessé de donner des articles fournis et vivants au *Courrier de la Sarthe*, au *Pays Fertois*, à *L'Echo de Vibraye*, aux *Nouvelles de la Flèche*, au *Journal de Sablé*. J'ai touché ainsi jusqu'à 20.000 lecteurs et j'ai été une perpétuelle cause de souci pour mes vainqueurs. C'est tout ce que je pouvais désirer.

### Ma vie de famille

Au point de vue privé, je n'ai eu que des satisfactions du côté de ma femme, de ma fille, de mon gendre et de mes petits-enfants. J'ai déjà dit que j'avais perdu mon beau-père en 1902, ma belle-mère en 1921, mon frère en 1920. Je devenais le doyen de toute ma famille. A la suite du décès de ma belle-mère, nous avons vendu la propriété de Connerré. Nous ne pouvions en effet conserver deux maisons de campagne. Il avait été décidé qu'au lieu d'aller passer la saison aux bains de mer, nous passerions nos vacances à La Chapelle-Gaugain, où nous fîmes quelques améliorations.

La maison de Connerré offrait le désavantage, malgré qu'elle fût plus habitable, d'être située dans un quartier industriel et de ne pas donner l'idée des champs. Nous n'y étions pas chez nous. La petite propriété de L'Annaie qui s'étendait sur une surface de 4 hectares depuis la route de Lavenay jusqu'à la rivière Le Tusson, à part quelques servitudes peu gênantes au profit de mon cousin Léon Charles, avait l'agrément d'être située à 150 mètres du bourg. Elle nous isolait de tout voisinage ennuyeux. Un excellent jardin produisait tous les légumes nécessaires à notre alimentation. Une source d'eau vive jaillissait au bas de ce jardin dans une fontaine où s'ébattaient des carpes et ma mère, continuant un dessein de mon père, avait transformé un terrain marécageux en un charmant petit bois d'aunes qui traversait en chantant un joli petit ruisseau. À la suite de ce bois, une prairie plantée de beaux peupliers courait jusqu'à la rivière, célèbre par ses truites. Jean-Jacques Rousseau eut certes aimé ce séjour qui lui aurait rappelé les Charmettes. Par la saison chaude, le seul désagrément était causé par la présence des moustiques. Mais c'est le lot de toute propriété située sur le bord de l'eau.

A la suite du décès de ma mère, j'avais voulu me débarrasser de cette propriété familiale au grand chagrin de mon fils. Ma belle-mère vivait alors à Connerré et cela me suffisait. D'ailleurs, L'Annaie appartenait en indivision à mon frère, et mon cousin Edmond Charles m'ennuyait avec ses servitudes. C'était un mauvais coucheur. Lorsque mon fils fut tué, je me souvins de la grande affection qu'il avait pour ce patrimoine. Il avait passé là-bas les plus beaux mois de son enfance et de sa jeunesse. Il avait joué dans le bois et dans les prés sous l'œil de sa bonne grand-mère Ajam. Jamais je n'ai mieux senti la vérité de ce dicton que « les morts nous gouvernent ». Ma fille elle-même, bien qu'elle fut habituée à une saison de bains de mer, s'éprit d'un nouvel amour pour cette propriété où elle avait, elle aussi, passé

tant d'heureuses vacances. Mon gendre, fatigué par ses travaux judiciaires, trouva que le lieu était propice au repos. Bref, La Chapelle-Gaugain devint pour nous une charmante retraite durant les mois d'été. J'ai passé en compagnie des miens des journées que j'ai toujours trouvées trop courtes.

Depuis 1927, ma vie de famille n'a pu donner lieu à aucun incident fâcheux, jusqu'au début de 1930, époque à laquelle ma femme est tombée gravement malade. On trouvera sur mon cahier de notes quotidiennes, « mon livre de raison », noté tout ce qu'il y a d'intéressant dans cette existence privée.

Mon petit-fils Maurice, fort intelligent mais paresseux, ne réalisa pas au lycée du Mans tout ce que nous attendions de son esprit éveillé. C'était une nature complexe. Doué d'une sensibilité aiguë, et d'un fonds de tendresse, il avait des soubresauts de caractère qui le révélèrent comme un enfant difficile. Il eut beaucoup de mal à s'entendre avec ma mère. Au lycée, il fut presque toujours dans la dernière moitié de sa classe. Il mordait assez bien à la littérature, mais il ne comprenait rien aux sciences. C'est un des plus singuliers paradoxes qu'il m'ait été donné de voir : un garçon bien doué, ne manquant pas d'esprit, paraissant souvent posséder une intelligence au-dessus de son âge et qui, dans l'étude, demeurait en arrière de ses camarades moins pourvus ! En 1929, nous avons décidé de le retirer du lycée du Mans pour le placer au lycée de Tours. Au moment où j'écris ces souvenirs (août 1930), il semble que cet exil lui a quelque peu réussi. Ses notes sont bonnes. Ce n'est pas un prodige, mais on dirait que nous assistons à un réveil.

Ma petite fille Nanette est tout à fait intéressante. Elle a un excellent caractère, elle travaille régulièrement, elle est douce et affectueuse. Je crois qu'elle deviendra une belle fille.

#### De Poincaré à Poincaré

Mon éloignement du parlement ne m'éloigna pas complètement de la politique. Ma situation au journal *Les Échos* m'obligeait à me maintenir en contact avec les ministres et les parlementaires les plus en vue. J'étais demeuré vice-président du grand parti de l'Alliance démocratique, où M. Antony Ratier avait reçu la présidence des mains de M. Poincaré lui-même. Je rencontrais là hebdomadairement Raoul-Peret, Flandrin, Paul Raynaud, François Poncet, Germain-Martin, Reibel, Le Trocquer et beaucoup d'hommes politiques qui ont, plus tard, suivi la fortune de Tardieu. J'écrivais souvent dans le bulletin du parti dont le rédacteur en chef était un ancien universitaire de grande valeur, Mamelet.

D'autre part, j'étais demeuré président de la Société d'enseignement scientifique des pêches maritimes. C'était tout ce qui m'était resté de mon sous-secrétariat de la Marine marchande. Mais j'avais à mes côtés, dans cette société, des hommes de premier plan : Joseph Pérard, professeur de chimie industrielle à l'École centrale (mauvais caractère mais grande intelligence), le professeur Abel Gruvel, du Muséum d'histoire naturelle, les savants Louis Mangin, Laubeuf, Joubin, des industriels tels que Jacques Altazin, Coppin, grands armateurs, des commerçants comme Prunier, Rüdél, Lémy etc... Cette société organisait tous les deux ans des congrès qui étaient très suivis et me conservaient quelque influence au ministère de la Marine marchande.

J'ai dit quel avait été le succès du congrès de Boulogne-sur-Mer en 1923. En 1925, j'avais présidé le congrès de Bordeaux – Arcachon – Saint-Sébastien. En 1927, malgré la perte de mon mandat sénatorial, je demeurais président du congrès qui devait se tenir à Alger au mois d'avril et de mai. Je partis avec ma femme sur un paquebot de la compagnie transatlantique. Par une coïncidence, Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur dans les services duquel rentrait l'Algérie, effectuait un voyage officiel dans la colonie. Le gouvernement de M. Poincaré avait pensé que ce voyage avait une vertu politique à raison des menées séparatistes entretenues par le Parti communiste. Le gouverneur général était alors un des plus mauvais esprits du cartel, Maurice Viollette, député de l'Eure. Ce Viollette avait toujours posé pour le Fouquier–Tinville incorruptible du Parti radical. C'était un avocat d'un talent médiocre, caractère aigri, ambitieux sans vergogne, connaissant très bien les bas-fonds parlementaires, cynique et justement convaincu que le chantage était le meilleur moyen de parvenir. Il était redouté des ministres lorsqu'il était rapporteur. Il ressemblait beaucoup au trop fameux Pascal Ceccaldi. Il savait toucher habilement le pot-de-vin, mais il demeurait hargneux. Il est fort difficile de donner la preuve d'une commission, d'établir qu'un député a touché de l'argent pour changer les termes d'un rapport ou pour favoriser une entreprise. Tout le monde savait que Viollette utilisait habilement son mandat pour rendre féconde sa situation d'avocat. On le méprisait et on le craignait. Il préparait de laborieuses improvisations dans lesquelles il coupait les fils en quatre. Je me souviens d'un certain rapport sur le budget de l'Indochine dans lequel Viollette avait recueilli toutes les rancunes, les récriminations, les papotages de militaires alcooliques et de fonctionnaires congédiés. Viollette s'était taillé un succès avec cette salade. La plupart des présidents du Conseil l'avaient évité dans la composition de leurs cabinets, mais il leur faisait peur. Painlevé le choisit pendant la guerre comme ministre du ravitaillement. Il y révéla la plus grande incapacité et fut rapidement débarqué. Viollette jouait systématiquement la mauvaise carte, car il savait que souvent elle devient l'atout dans le jeu qui suit. Il s'attachait à un homme politique le jour de la défaite parce qu'il savait l'immense faculté d'oubli du parlement. Il était certain d'un retour. C'est ce qui lui arriva avec Caillaux. Au lendemain de l'assassinat de Calmette, il envoya à Madame Caillaux un télégramme de félicitations. Cet acte de courage le fit considérer comme un pur dans les milieux défaitistes et antimilitaristes. Quand le cartel triompha, Herriot hésita à donner un portefeuille ce politicien taré. Viollette insista, menaça et finalement on lui donna le gouvernement de l'Algérie. On ne pouvait effectuer un choix plus déplorable. En effet, Viollette s'était toujours montré indigénophile jusqu'à la stupidité. Il gouverna l'Algérie contre les colons et les fonctionnaires et se tailla une popularité dans les milieux musulmans. Avec des gouverneurs pareils, la France serait certaine de voir, au bout d'un certain temps, ses administrateurs noyés dans la Méditerranée !

Le proconsulat de Viollette fut une longue suite de gaffes et c'est pour les réparer que Sarraut allait en Algérie. Comme le cabinet Poincaré formé en 1926 était un cabinet de concentration comportant des éléments radicaux-socialistes, on n'avait pas voulu révoquer immédiatement Viollette pour éviter un scandale.

Le congrès profita de la présence d'Albert Sarraut en Algérie pour lui demander de présider le banquet final. Je passais ainsi plusieurs jours à côté du ministre qui avait pour moi

de la sympathie. Il eut le courage, dans son principal discours, de déclarer qu'il considérait mon échec comme une injustice et pour souhaiter ma prompte rentrée au parlement, ce qui eut le don de mettre Caillaux en fureur !

Je retrouvais sur le paquebot le vieux député de Constantine, Thomson, avec sa fille, la fameuse Valentine, devenu Madame Jagerschmidt. Le beau Thomson, si ardent jadis, n'était plus qu'une ruine. Ce gâtisme ne l'empêcha pas de redevenir député en 1928 (mort en 1932).

Le congrès d'Alger fut très brillant ; nous fîmes de jolies excursions en compagnie de mon cousin Maurice Maris, devenu quelque temps après directeur du commerce au gouvernement général. Je fus l'objet de manifestations affectueuses qui me consolait de ma si récente défaite. Je prononçais discours sur discours. Les manceaux et tourangeaux, qui formaient une société amicale à Alger, organisèrent en ma faveur une fort belle réception. Je rencontrais là-bas deux amis : Pierre Bordes, mon ancien préfet de la Sarthe, devenu préfet d'Alger et que Sarraut choisit immédiatement pour remplacer l'impossible Viollette, Causeret, secrétaire général, demeuré tourangeau puisqu'il a conservé la mairie de Bourgueil (et qui devait mourir si misérablement assassiné par une prostituée).

Le congrès terminé, une quarantaine de fonctionnaires, de savants et industriels m'accompagnèrent dans un voyage au Maroc qui fut, pour moi, un enseignement. Partout nous fûmes reçus avec enthousiasme à Fez, à Meknès, à Rabat, à Casablanca, à Marrakech, à Mogador, à Tanger. Malheureusement, ma femme, qui souffrait depuis longtemps d'une maladie interne dont ignorions la gravité, fut prise de douleurs intestinales et ce malaise gâta les derniers jours de notre excursion.

L'année 1927 fut un gros succès personnel pour Poincaré. Il est difficile d'apprécier dès maintenant les résultats de sa politique, car l'avenir seul pourra les infirmer ou les confirmer. Sa gestion fut marquée par la stabilisation du franc à vingt centimes-or. C'était une faillite non déguisée. Elle fut exigée par les banquiers et par les débiteurs d'avant-guerre qui étaient heureux d'acquitter en papier ce qu'ils devaient en or. La ruine des rentiers était un fait accompli depuis longtemps ; la stabilisation ne fit que le confirmer et tout se passa sans trouble. Il est certain que le budget de l'État n'aurait pu résister à un retour de valeur du franc. On reconnaîtra que, sans l'action énergique de Poincaré, sans un retour de confiance, une banqueroute était inévitable. Elle eut été suivie d'un gouvernement démagogique. Je ne sais pas si Poincaré évitera la révolution qui nous menace ; il l'a sûrement retardée. Pendant quelques années, la France a été dans l'ensemble plus heureuse que les autres pays. Elle n'a pas connu le chômage. « *Pourvu que cela dure !* » gémissait le couvreur en tombant du toit du clocher.

Le Parlement commit la faute d'abandonner la représentation proportionnelle (le moindre mal) pour revenir au scrutin d'arrondissement, régime infect. Le système d'économies préconisé par Poincaré était basé justement sur un élargissement des régions électorales. Il était contradictoire de revenir à ce régime abject au moment même où l'on voulait arracher le pays à la basse démagogie. Malgré cette stupidité, les élections de 1928 ne furent pas trop mauvaises. Elles envoyaient au Parlement une majorité indécise, précaire, mais cependant une majorité fidèle à Poincaré. Les radicaux n'étaient plus que 125. Les

communistes perdaient du terrain, mais les socialistes S.F.I.O, soumis à l'influence de Blum, en gagnaient un peu. Blum, pourtant, était battu à Paris, grâce à la mauvaise humeur des communistes. Il devait un peu plus tard retrouver une circonscription à Narbonne. Les radicaux étaient atterrés. Ils crurent cependant qu'on pouvait reformer un cartel de gauche et ils épuisèrent leurs efforts dans ce sens. Caillaux et Montigny firent preuve d'une maladresse rare. Ils se figurèrent qu'il était adroit de manœuvrer à gauche.

Dans la Sarthe, voici ce qui s'est passé : à La Flèche, Montigny avait aisément triomphé de Sandubray grâce au concours des cheminots socialistes de Sablé qui vinrent à lui au second tour. Il crut que son alliance avec les socialistes était cimentée pour toujours et il s'orienta vers eux. En réalité, Sandubray s'était sacrifié et je n'avais pas obtenu de lui ce sacrifice sans difficulté. Je voulais en effet assurer à mon ami Louis Legué la candidature au Mans sans une concurrence de droite. Pour obtenir un désistement des catholiques, il fallait traiter avec eux. Nous avons donc promis de soutenir M. Bernard d'Aillières à Mamers, moyennant quoi conservions au Mans l'appui des droitiers. Nous obtenions ainsi que les catholiques ne gênaient pas, à Saint-Calais, notre action en faveur de M. de Gramont-Lesparre. Cette transaction permit de faire élire difficilement Louis Legué au Mans. C'était un ministériel de sauvé pour quatre ans.

Dans la deuxième circonscription du Mans, la rurale, nous avons pris des engagements en faveur de Gaston Moulière qui était le candidat de la Sarthe, d'Aubigny ayant été écarté. Mais, nous avons vu poindre, non sans inquiétude, la candidature d'Albert Thibault qui était dangereux à raison du caractère agricole de la circonscription. Néanmoins, nous savions que Thibault élu serait un député ministériel. Il nous était pénible de penser que ce maquignon sans instruction représenterait le département de la Sarthe. Nos craintes se réalisèrent. Thibault fit une campagne habile. La formule : « *Il y a trop d'avocats à la chambre !* » lui réussit. Dépassé au premier tour de quelques voix par Moulière, il maintint sa candidature au second tour et fut élu à une petite majorité relative contre Moulière et le candidat radical Léon Chapiou. Il n'a pas été un mauvais député, il a rendu des services personnels, a défendu utilement l'agriculture et a soutenu le gouvernement d'ordre et d'autorité.

À Mamers, nous vîmes surgir la candidature d'un sieur Gaston Gourdeau originaire de Saint-Cosme de Vair, ancien élève de l'École des arts-et-métiers d'Angers. Ce primaire débrouillard, frère d'un notaire de l'arrondissement, était une créature d'Étienne Clémentel qui l'avait attaché à son cabinet durant la guerre. Il avait, depuis longtemps, jeté son dévolu sur la succession de Caillaux. Il fut habile. Il se montra, vis-à-vis des modérés, assez indépendant de Caillaux pour que ce dernier en ait conçu quelque ombrage. Mais, vis-à-vis des radicaux, il se donna comme un pur laïc, libre-penseur et anti-catholique. La plupart de mes amis croyaient qu'il était poincariste. Je ne pus même venir à bout de l'opinion d'un certain nombre de modérés qui votèrent pour lui contre d'Aillières, si bien que ce dernier fut battu par une centaine de voix. Pendant quelque temps, Gourdeau nous donna des espérances et vota pour Poincaré. Mais, brusquement, convaincu qu'il pourrait guigner un portefeuille seulement dans une combinaison radical-socialiste, il passa à l'extrême-gauche et devint l'un

des opposants les plus ardents. Il posait en principe que sa réélection de 1932 dépendrait de la bienveillance socialiste et qu'il n'avait rien à attendre de la droite.

À Saint-Calais, tous mes amis avaient insisté vivement pour que je fusse de nouveau candidat. Mais, le fait d'avoir esquissé une dérobade en 1927 était déjà pour moi une mauvaise note. Je me croyais quelque chance, mais je redoutais toute une série de réunions orageuses. J'avais perdu la combativité de ma jeunesse. Rien ne me semblait plus pénible que d'être injurié par mes anciens camarades de lutte. M. de Grammont-Lesparre insista courtoisement auprès de moi pour que je fusse porteur du drapeau. J'opposais un refus formel et définitif et je suppliai mes amis de reporter leurs suffrages sur M. de Grammont, dont l'intelligence, la bravoure pendant la guerre, la qualité de grand industriel faisaient un excellent candidat.

De Grammont vit se dresser contre lui une foule de candidats, Geneslay, André Tellier, Romastin. Le plus dangereux était Romastin qui, après avoir été instituteur dans le pays, avait acheté à Paris, 72 rue de Douai, une maison de passe dans laquelle il avait fait fortune. L'origine de cette fortune ne gênait, en quoi que ce fut, les électeurs qui trouvaient cela très drôle. Les questions de moralité n'ont jamais joué aucun rôle politique et nous avons connu à la chambre des maquereaux professionnels. Combien de députés ont épousé des putains enrichies ! Romastin avait aussi l'avantage d'avoir été exclu par les comités radicaux, ce qui était une bonne note auprès des modérés. En deux tours de scrutin, de Grammont devint assez facilement vainqueur. Il a, depuis, largement consolidé sa position dans l'arrondissement. Romastin, néanmoins, lui travaillera toujours les côtes !

#### Le congrès d'Angers

Au moment même où M. Poincaré allait prendre le pouvoir, en 1926, Caillaux et Montigny, dans une réunion électorale tenue à Douillet-le-joli, dans l'arrondissement de Mamers, avaient eu la maladresse d'entonner un chant de guerre. Ils avaient dit : « *Nous lançons l'exclusive contre Poincaré que nous considérons comme un réactionnaire* ». Le Parlement et le pays ayant adopté Poincaré, ce dernier ayant constitué un ministère de concentration avec Herriot, Sarraut, Painlevé, Hennessy et Queuille, Caillaux et Montigny furent prisonniers de leur propre sottise. Montigny, qui brûlait d'envie de devenir sous-secrétaire d'État, fut écarté des combinaisons. Quant à Caillaux, on ne lui donnait plus que par politesse la qualification de financier. Ce bandit politique me disait un jour, au début de la guerre, alors qu'il ruminait sa haine contre Poincaré : « *Ce Poincaré a déclenché la guerre ; il sombrera dans la défaite et, s'il n'est pas massacré, il passera le reste de ses jours à écrire des mémoires comme Émile Olivier !* ».

Par une justice immanente des choses, il semble que le destin ait condamné Joseph Caillaux à subir un sort pire que celui d'Émile Olivier, car ce dernier conserva au moins, dans une retraite honorable, l'estime des salons. Caillaux, ploutocrate démagogue, laissera derrière lui une notoriété pareille à celle d'Erostrate, à moins que ce ne soit celle de Judas. Son intelligence lui permettait d'être un homme d'État, au moins de deuxième ordre. Ses incartades, son ambition puérile, sa légèreté, sa mégalomanie en ont fait une sorte de révolté bourgeois, un taré, un homme en marge.

Après les élections de 1928, Caillaux et Montigny, sentant qu'ils étaient complètement brûlés à droite, se tournèrent résolument à gauche et ils crurent jouer un bon tour à Poincaré en lui empêchant toute continuation de sa politique d'union. Contre l'avis d'Herriot et de Camille Chautemps, et d'accord avec Daladier, Caillaux et Montigny orientèrent le congrès radical d'Angers, tenu en octobre 1928, dans le sens d'une rupture absolue du parti radical et des poincaristes. Tous les ministres radicaux qui faisaient partie du ministère Poincaré furent sommés d'abandonner leur poste, ce qu'ils firent sans joie. Poincaré fut donc obligé d'orienter son ministère plus à droite et il prit Tardieu comme ministre de l'Intérieur.

Ce fut dès lors une lutte féroce. Poincaré obligé de tenir sans cesse la tribune, de poser toutes les semaines la question confiance, Poincaré, déjà très malade du côté de la prostate, fut obligé d'abandonner le pouvoir afin d'aller se faire opérer. La meute radicale-socialiste hurla de joie. Elle espérait profiter du désordre politique causé par la retraite de Poincaré pour imposer aux pays un nouveau ministère cartelliste. Elle trouva devant elle deux adversaires habile : le premier n'était rien moins que Gaston Doumergue, président de la République, méridional rusé, très bon patriote ayant une grande conscience de l'intérêt national ; l'autre était un politique de la lignée des grands hommes d'État, André Tardieu.

Doumergue comprit que, pour démontrer aux radicaux-socialistes leur impuissance, il était indispensable de les mettre à même de prendre le pouvoir et il confia la mission de composer le cabinet à celui qui paraissait le plus intransigeant, Daladier, le président du parti.

Daladier a du talent, c'est un universitaire franc-maçon, sectaire, pénétré de la nécessité de mettre les catholiques en capilotade. Je crois que c'est malheureusement un sectaire convaincu, alors que la plupart des autres chefs du parti sont des fourbes avec lesquels on peut s'entendre. Montigny joua auprès de lui le rôle de la mouche du coche. Il couchait sur le paillason de la porte de Daladier. Il s'imposait comme truchement, il faisait les commissions. Il voulait un ministère, mais Daladier ne semblait même pas pressé de lui offrir un demi-portefeuille. C'est à cette occasion que Montigny conquiert une parfaite réputation d'homme ridicule. Il s'efforça d'obtenir pour Daladier la collaboration des socialistes. Les parlementaires de ce parti auraient vendu leur doctrine pour un portefeuille, mais ils furent arrêtés dans leur élan par le comité non parlementaire de leur parti dont Léon Blum, toujours rentré dans le rang, se fit le fougueux interprète. Les socialistes durent refuser leur collaboration à Daladier, qui résigna sa mission. J.P. Boncour, qui n'avait abandonné les partis bourgeois que pour devenir ministre, faillit en mourir de chagrin. Ce socialiste de salons mondains et d'alcôves d'actrices est doué d'un grand talent de parole, mais il a toujours été un triste manœuvrier.

Le refus de Daladier n'avait pas épuisé les espérances du Parti radical-socialiste. Étienne Clementel chercha à reprendre les négociations, il échoua. Enfin, Camille Chautemps put constituer un ministère de gauche qui fut renversé au bout de 48 heures, tout comme le ministère Ribot en 1914. Bien entendu, aucune des combinaisons nées ou mort-nées ne comprenait les noms de Caillaux, de Montigny ou de Gourdeau !

André Tardieu forma alors le ministère qui subsiste encore au moment où j'écris ces lignes (août 1930).

Me voici parvenu au bout de ma tâche et maintenant mes mémoires se confondront avec mes notes quotidiennes. Si je trouve un sténographe dans lequel je puisse avoir confiance, je les ferai dactylographier. Au cas contraire, je prierais mes héritiers, ainsi que je l'ai déjà fait, d'exécuter ce travail de copie en faisant déposer à la bibliothèque du Mans, un exemplaire de cette dactylographie.

L'article suivant, paru en septembre 1930 dans divers journaux, résume heureusement une partie de mes souvenirs relatifs de l'année 1911 :

### *La fin d'une légende*

Avant que Georges Clémenceau eut empoigné M. Joseph Caillaux de sa rude main pour le mettre en prison, le député de Mamers qui nourrissait à l'encontre de M. Poincaré une haine inextinguible et qui voyait la guerre mal tourner disait avec une joie infernale : « Poincaré est un nouvel Emile Olivier ; il passera le restant de ses jours à écrire des mémoires justificatifs ! »

Par une décision des Erynnies, c'est M. Joseph Caillaux qui passe aujourd'hui son temps à écrire des mémoires justificatifs.

Accusé devant l'histoire, toujours écrasé moralement par l'épouvantable réquisitoire du Procureur Général Lescouvé (devenu le premier magistrat de la République), apercevant toujours dans ses rêves tragiques, la signature de Léon Bourgeois au bas de l'arrêt qui l'a flétri, M. Joseph Caillaux se débat comme l'anguille au fond du panier.

Il écrit, il écrit, il écrit. La *Revue des Vivants* publie une nouvelle justification concernant l'affaire d'Agadir.

On sait qu'une des accusations primordiales dirigées contre l'ancien président du Conseil était celle d'avoir violé toutes les règles de la diplomatie et même de la Constitution, d'avoir maquignonné avec un ministre allemand en dehors du Ministère des Affaires Etrangères.

Jusqu'à ce jour, M. Caillaux avait cyniquement nié ces... irrégularités. Aujourd'hui, il les avoue et il s'en fait gloire.

Ah ! cette légende d'Agadir ! J'étais à ce moment membre de la Commission du Budget et j'ai pu suivre les événements de près. Pendant des mois, nous avons vécu dans l'angoisse. La vérité pure est que, si l'Allemagne a bluffé elle n'a jamais eu l'intention d'<sup>u</sup> nous déclarer alors la guerre. Elle n'était pas prête.

Je déjeunais un jour au Restaurant Weber, avec mes Collaborateurs de la Revue de l'Opinion, en compagnie de Joseph Reinach, de l'abbé Wetterlé et du général Langlois. L'abbé Wetterlé disait : « Vous aurez fatalement la guerre au plus tard en 1915, car c'est à ce moment que la flotte allemande aura le développement suffisant »

Et le général Langlois ajoutait, en soulevant d'ailleurs une contradiction unanime : « Cette guerre durera au moins trois ans ! »

Donc, l'action de Joseph Caillaux a été une pure frime. C'est nous, les radicaux, qui, par nécessité politique, par camaraderie par passion électorale l'avons montée en épingle.

Notre gouvernement avait eu en réalité quelques torts vis-à-vis du Gouvernement allemand. Cela remontait à Rouvier. On avait offert à l'Allemagne des cessions coloniales ; on lui avait mis l'eau à la bouche. Et puis ensuite on avait hésité, tourné autour du pot. On voulait en même temps contenter les nationalistes de l'École Clé-

menceau et les pacifistes de l'école Jaurès. Triste calcul qui aboutit à un geste d'impatience du bandit couronné que Lloyd George n'a pas voulu pendre.

M. Joseph Caillaux a profité d'une légende : Il travaille encore là-dessus.

Voici l'antienne : « J'ai empêché, en 1911 une déclaration de guerre ; si j'avais été le maître de la politique. si je ne m'étais pas heurté à des réactionnaires du

genre de Clémenceau et de Poincaré, j'eusse continué mes accords avec l'Allemagne, et grâce à mon génie pacificateur, la guerre eut été évitée. » Et ses amis ajoutent à la sourdine : « Qui sait ? l'Allemagne eut peut-être accepté, comme transaction l'autonomie de l'Alsace » !

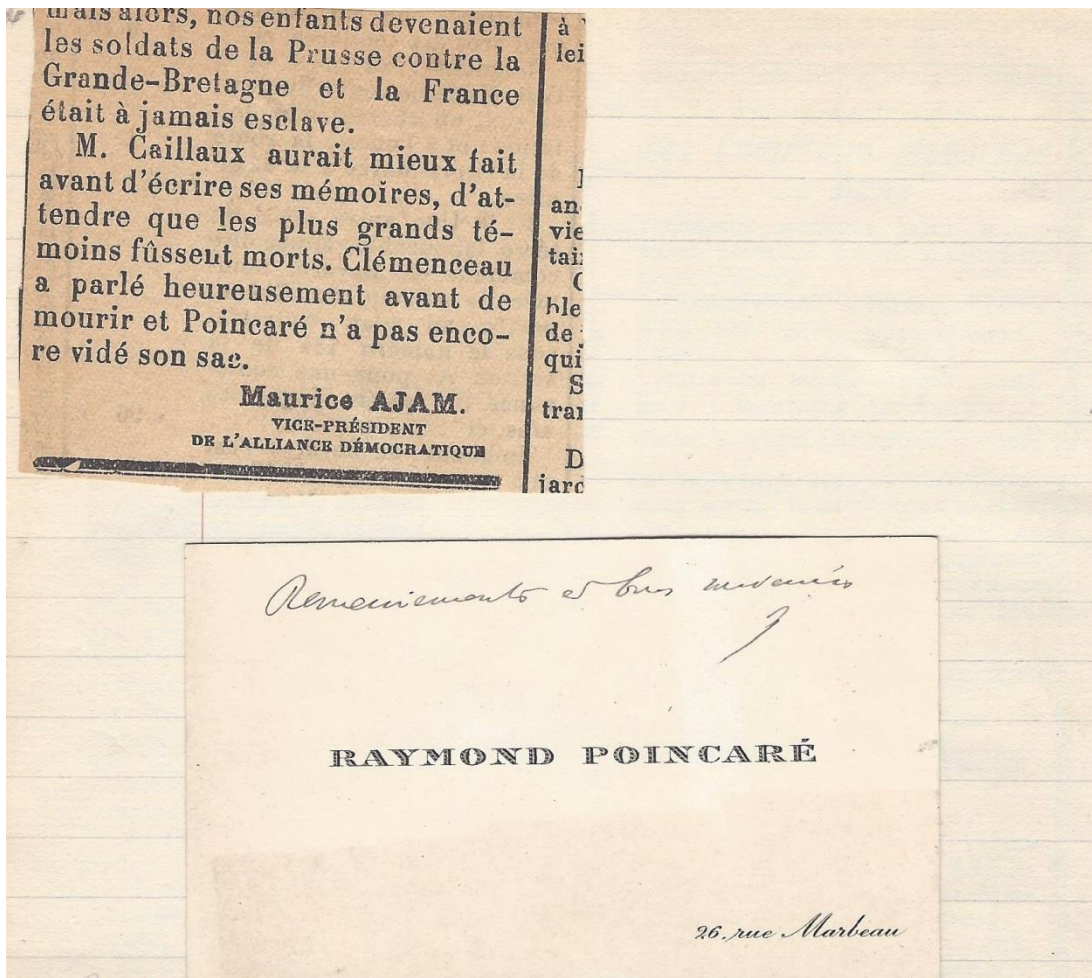
Ces niaiseries se complètent par une explication fantastique des agissements de M. Joseph Caillaux pendant la guerre. Il paraît que, s'il avait pris le pouvoir en 1917, le Kaiser lui eut accordé immédiatement une paix blanche avec la restitution de la Lorraine !

Excusez du peu. Si ces bêtises n'avaient pas cours encore auprès d'un public ignorant, je n'insisterais pas. Mais il faut insister il faut dire toute la vérité ; il ne faut pas laisser écrire une histoire faussée par des politiciens acharnés à faire oublier leurs fautes.

M. Caillaux, en se rangeant du côté de Jaurès depuis 1911, en faisant croire aux Français que l'Allemand s'apaisait, en combattant le service de trois ans a été aussi aveugle qu'il le fut plus tard lorsqu'il se montra, en 1925 et 1926, incapable de redresser la situation financière.

La vérité historique, éclatante, décisive est que la guerre était inévitable.

On l'aurait peut-être ajournée sur le Rhin en cédant le Maroc à l'Allemagne. Le Kaiser aimait à répéter : « l'Alliance de l'Allemagne et de la France les rendrait maîtresses du monde ». Oui



Carte reçue le 24 septembre 1930 à la suite de cet article.

En juillet 1930, le docteur Breteau étant mort, il fallut lui trouver un successeur au Sénat. Un certain nombre de maires, demeurés mes amis, m'ont prié d'accepter de nouveau la candidature. M. André Tardieu m'a demandé de porter son drapeau, mais son préfet lui-même ne croyait pas à mes chances. En réalité, j'ai toujours cinquante voix contre moi. Le département appartient aux sectaires. L'article ci-dessous, que j'ai fait paraître dans les journaux qui sont restés fidèles à la politique du gouvernement, m'évitera toute dissertation sur cette petite histoire.

# NOTES POLITIQUES

par Maurice AJAM

## *Aux Délégués Sénatoriaux*

J'ai été fort touché de l'insistance qu'ont bien voulu mettre mes amis à solliciter ma candidature sénatoriale. Mais, j'ai expliqué les raisons de mon abstention ; je n'y reviendrai pas, elles sont décisives. On a pu craindre un instant la carence, dans la Sarthe, du parti gouvernemental qui possède actuellement la majorité dans le suffrage universel. Cet aveu d'impuissance en présence des quatre candidats qui se recommandent de M. Caillaux, eut été déplorable.

J'apprends avec grand plaisir qu'un ancien combattant, M. Marcel Savary, a relevé le gant. M. Savary est un courageux, il a failli battre le petit père Lainé au Conseil Général dans un canton que les Caillautistes considéraient comme leur fief. Président du Syndicat des grainetiers de la Sarthe, il vit très près des cultivateurs, il connaît leurs besoins. La Sarthe aurait en lui un représentant jeune, actif, au courant des questions économiques.

Mais, j'entends me placer principalement au point de vue politique. Il y a un intérêt vital à ce que le gouvernement d'Union Nationale trouve au Sénat des amis. Or, sur ce rapport, MM. Monchâtre, Buquin, Lefevre, Lainé, peuvent être mis dans le

même sac. Ils ont beau balbutier aujourd'hui les déclarations les plus modérées, ils se sont tous compromis avec Joseph Caillaux. Ils ont tous été élus comme cartellistes. Ils sont, dans leur petite mesure, responsables de l'effroyable politique qui a mis le franc à deux doigts de sa perte.

Ils veulent nous monter encore le bateau de l'Ecole laïque, mais le pays est las de ramer sur cette galère. Il lui faut quelque chose de plus neuf et de plus substantiel. Tous les électeurs intelligents, travailleurs et pondérés ont le sentiment que ces radicaillons bouffeurs de curé auraient provoqué la banqueroute au cours des tristes années 1924, 1925, et 1926, si Poincaré et Tardieu n'avaient sorti la nation du gouffre.

La crise actuelle n'est qu'une des conséquences (espérons que c'est la dernière !) du régime sportulaire que le Cartel a voulu établir et qui a eu le don d'exciter la mauvaise humeur de M. Caillaux lui-même!

Les délégués sénatoriaux ont leurs petites passions politiques, c'est entendu! mais ce sont aussi des hommes de bon sens qui savent réfléchir et qui comprennent leurs intérêts.

Jusqu'ici le Sénat avait mis une barrière aux fantaisies de la Chambre des Députés. Eh! bien! dans une circonstance récente, on a pu constater que cette assemblée, si sage jusqu'alors, avait failli démolir le Gouvernement qui nous a tiré du pétrin.

Envoyer là-bas un nouveau sénateur cartelliste c'est en définitive affaiblir le ministère actuel,

c'est blâmer la politique si nécessaire des Poincaré et des Tardieu.

Ce n'est pas de notre faute, à nous républicains de l'Alliance Démocratique, fidèles héritiers des Gambetta et Waldeck-Rousseau, si cette élection se place sur le terrain politique, ce sont nos adversaires qui l'ont voulu.

Le 11 mai 1924, jour où a failli sonner le glas de la France, MM. Lefevre, Buquin, Monchâtre, Lainé étaient tous les quatre (sur l'estrade ou dans la coulisse) acteurs de la tragédie. Ils ont prêché l'union avec les collectivistes révolutionnaires, ils ont accepté comme alliés Ollivier Heuzé et Henri Barbin. M. Lefevre a été l'adjoint dévoué de M. Heuzé, maire du Mans, c'est lui qui a fait d'un socialiste le premier magistrat de la ville!

Ainsi, toute la grande politique des Poincaré et des Tardieu, cette politique qui a maintenu l'honneur nationale et qui a empêché la France de sombrer dans le déficit, dans le chômage, dans la révolution a été combattue (et comment!) par MM. Buquin, Monchâtre, Lainé et Lefevre! Souvenez-vous, MM. les délégués sénatoriaux qu'avant l'avènement de M. Poincaré, en août 1926, MM. Caillaux et Montigny au banquet de Douillet-le-Joly, donnaient l'exclusive au grand citoyen!

Si vous voulez continuer de lécher les pieds à Joseph Caillaux votez pour l'un de ses acolytes.

Si au contraire vous êtes des hommes libres, bien indépendants; si vous voulez réellement

préconiser une politique nouvelle dans laquelle l'intérêt économique du pays sera placé au-dessus des appétits, des questions de personnes et de clans, alors votez pour l'homme qui respecte la politique d'union du gouvernement Tardieu.

Ne vous laissez pas hypnotiser par les résultats des élections sénatoriales de 1927. Il a coulé depuis de l'eau sous le pont ! Caillaux n'a eu du succès que parce qu'il n'avait pas de candidats contre lui. J'ai succombé sous le poids de haines locales, comme succombent toujours les précurseurs, les hommes qui ont voulu arracher leur parti à la routine.

Mais M. Savary est un républicain de la génération nouvelle et il profitera des haines vigoureuses qui séparent les crabes qui se dévorent au fond du panier de M. Caillaux.

**Maurice AJAM.**  
VICE-PRÉSIDENT  
DE L'ALLIANCE DÉMOCRATIQUE

Lainé est un abruti. Lefevre en est un autre, Monchâtre est un pauvre diable devenu mégalomane. La mairie d'un village est déjà au-dessus de son intellect. Seul, le médocastre Buquin, malgré le ridicule jeté sur lui par ses histoires de ménage (sa femme lui a pondu pendant la guerre un enfant noir !) est à peu près capable de faire un parlementaire. Il devrait réussir puisqu'il est archi-cocu !

Buquin a en effet battu Savary par 447 voix contre 360. Trente-huit autres voix, hostiles à Caillaux, sont demeurées fidèles à Lefevre. L'attitude de ce dernier fut grotesque. Ayant été, au premier tour, mis en minorité par Buquin de 4 voix seulement, il fit afficher qu'il maintenait sa candidature. Caillaux, furieux, fit fermer les portes, il saisit Lefevre au collet, le secoua en lui meurtrissant la face et en criant : « *Lefevre, je savais que vous étiez un con, mais j'ignorais que vous fussiez un traître !* ». D'autres se joignirent à lui et Lefevre, tremblant de peur, déclara qu'il retirait sa candidature.

Pendant ce temps, M. de Grammont avait essayé de maquignonner avec Savary. Il avait eu au début des vellétés de se présenter mais il avait abandonné la partie. Il croyait que si Savary lui avait cédé la place, il eut pu battre Buquin. Il se faisait des illusions. C'est un brave homme, ce Grammont, mais c'est un naïf ! Il aurait eu des chances s'il avait fait campagne, mais le remplacement improvisé au cours d'une élection ne réussit jamais.